

## ACTES DU COLLOQUE MEDIAS ET HUMANITAIRE



**Jeudi 17 Novembre 2005**

**à la MC2: Maison de la Culture de Grenoble**

## **Les intervenants**

---

**Guy Caussé**, Médecin volontaire *Médecins du Monde*

**Christine Crifo**, Vice-présidente du *Conseil Général de l'Isère* déléguée aux Droits de l'Homme et à la coopération internationale

**Joseph Dato**, Délégué aux missions internationales *Médecins du Monde*

**Bruno David**, Président de l'association *Communication Sans Frontières*

**Nicolas Delesalle**, Reporter-journaliste à *Télérama*, enquête en télévision-média

**Philippe Descamps**, Journaliste

**Jean-Jacques Gleizal**, Adjoint au Maire *Ville de Grenoble*, chargé de la coopération décentralisée et des relations extérieures

**Pierre Micheletti**, Trésorier adjoint *Médecins du Monde*, Directeur du service santé publique de la Ville de Grenoble

**Benoît Miribel**, Directeur général *Action contre la Faim*

**Natalie Nougayrède**, Journaliste *Le Monde*

**Anna Politkovskaïa**, Journaliste et écrivain russe

**Myène Sauloy**, Réalisatrice de documentaires, Tchétchénie, Irak

**Lida Yusupova**, Avocate tchétchène, coordinatrice du *Bureau Mémorial* à Grozny

---

**Jean Jacques Gleizal** : Je suis très heureux d'accueillir tous ceux qui ne sont pas de Grenoble, vous êtes les bienvenus dans une ville qui a une tradition internationale importante et une municipalité qui je pense est très engagée sur son action de coopération décentralisée avec des débats, avec des critiques mais une politique, je pense, tout à fait importante parce que c'est une politique qui associe très fortement les associations, les universités et la population à son action de coopération décentralisée. Cette politique de coopération décentralisée fait partie de ce qu'on appelle aujourd'hui les actions internationales non gouvernementales et nous sommes beaucoup à agir dans ce sens avec des spécificités. C'est vrai que les politiques humanitaires, les politiques de développement ne coïncident pas exactement avec les politiques de coopération décentralisée. Par exemple, par rapport aux politiques de développement qui sont des politiques d'aide, la coopération décentralisée cherche la réciprocité. Par rapport aux politiques humanitaires, qui, même si je sais que vous en discutez beaucoup, se situent dans l'urgence, nous notre objectif, c'est au contraire de travailler dans la durée. Mais en même temps et on le voit bien à Grenoble, je pense que les acteurs grenoblois pourront confirmer, nous savons travailler ensemble. La ville de Grenoble, même si elle a une politique de coopération décentralisée a participé à des actions humanitaires après le Tsunami. La population grenobloise s'est aussi mobilisée pour participer à la reconstruction de ville en Algérie après les tremblements de terre et puis non seulement nous croisons nos actions mais nous travaillons ensemble. Ce que nous faisons à Constantine par exemple, n'aurait pas autant de poids, de pertinence, de force pour la population algérienne, si le planning familial, si Médecins du Monde ne travaillait pas avec nous. En tout cas, il faut bien distinguer nos différentes façons de travailler, mais ce qui importe à l'avenir c'est effectivement de travailler ensemble. Même une ONG puissante, même une ville comme Grenoble qui est engagée à l'international, nous pesons peu sur la scène internationale par rapport à ce grand phénomène de la mondialisation. Il faut accroître nos partenariats. La ville de Grenoble essaye d'être présente sur vos actions, par exemple avec le Comité Tchétchénie, ou avec les ONG que j'ai citées. Il faut aussi que nous travaillons en réseaux, nous avons la chance en Rhône Alpes d'avoir un réseau Resacoop, des collectivités locales, des ONG, des universités qui travaillent à l'international. Ce réseau est en train de se renforcer. Et puis dans des réseaux

nationaux, internationaux pour que nous qui militons pour une action internationale non gouvernementale, nous puissions dire ce que nous pensons, ce que nous voulons, par rapport aux Etats, aux puissances étatiques. Partenariat, réseau, et aussi travailler de plus en plus sur les contenus, finis les jumelages. On se jumelle avec une ville avec de vagues objectifs, même finies les politiques de coopération décentralisée qui se limitent à des accords. Je crois aujourd'hui qu'il faut définir des politiques concrètes qui essayent de résoudre nos problèmes sociaux fondamentaux. Par exemple, nous sommes en train de discuter avec la ville de Rabbasale au Maroc pour définir en commun une politique éducative. Nous travaillons aussi sur la question de la façon dont travaillent les collectivités locales avec des associations, avec la population sur un certain nombre de projets. Cette question du contenu de nos actions me semble aussi fondamentale que le partenariat, la mise en réseau, etc. Et c'est cette question du contenu qui de mon point de vue peut être introduite à votre colloque. On se pose la question du rôle des médias par rapport à un certain nombre d'actions internationales. On est souvent critique avec ces médias. Les médias ne voient-ils pas le contenu des projets qui sont élaborés sur le plan international par rapport à des préoccupations humanitaires. Les médias ne jouent-ils pas aussi contre l'action dans la durée ? Un événement d'une extrême gravité, on en parle 8 jours, 15 jours, et puis il se produit un autre événement on en parle plus et on passe à la suite. Le problème n'est pas non plus de critiquer les médias parce que les médias sont des professionnels, qui sont aussi des citoyens et qui ont une éthique. Je crois qu'une des solutions c'est effectivement d'organiser des colloques comme celui d'aujourd'hui où les professionnels des médias vont discuter avec les militants de l'humanitaire et de la coopération décentralisée pour mettre à plat un certain nombre de questions et peut être fixer des principes qui guideront les bonnes relations des uns et des autres. Donc les enjeux de cette journée sont considérables. Cette journée se situe dans la semaine de la solidarité internationale de Grenoble et du département de l'Isère. Je crois qu'elle a une place dans les grands objectifs qui nous rapprochent les uns et les autres.

Merci

## **Premier débat, Médias et humanitaire, les leçons du Tsunami et l'instrumentalisation des causes humanitaires.**

**Philippe Descamps** : Le souhait des organisateurs du débat de laisser la parole au public au maximum. Les introductions qui sont nécessaires pour construire notre réflexion collective, seront courtes. Je vous présente les 2 intervenants de ce premier débat qui aura lieu jusqu'à 17 heures. Donc tout d'abord Guy Caussé qui est un médecin grenoblois, responsable de mission en Afghanistan depuis 1985, il a également participé à plusieurs missions d'urgence notamment dans les Balkans et aussi en Indonésie suite au Tsunami. A côté de moi Bruno David qui est consultant en communication après 20 ans dans des agences de communication notamment pour des grandes marques. Par ailleurs, il préside une ONG qui s'appelle Noir et Blanc et qui œuvre dans la lutte contre la drépanocytose et enfin il vient de monter une association en 2003 qui s'appelle Communication sans frontières qui rassemble des professionnels de la communication dans le but de susciter promouvoir des débats entre médias et humanitaire, on est en plein dans le sujet d'aujourd'hui.

On pourrait lancer le débat avec 2 exemples que vous avez tous en tête, 2 exemples récents : le Tsunami qui est le point de départ de nos discussions, qui a fait aux alentours de 200 000 morts, qui a conduit à un déversement à la télévision et sur internet à un fleuve d'images. Images qui ont été prises principalement par des occidentaux en vacances aux bords de l'Océan Indien tout le monde a vu ces images. Tout le monde a vu cette vague mortelle et ces images ont provoqué un fleuve de dons très importants qui dépassait largement les espoirs voire parfois les besoins des ONG. En ce qui concerne l'aide internationale, l'aide des gouvernements, la conférence des pays donateurs qui avait été rassemblés une quinzaine de jours après le Tsunami a permis de rassembler en un seul jour un milliard de dollars de dons. Au Pakistan, le séisme du 8 octobre dernier qui a fait probablement au moins 86 000 morts, lui n'a pu être filmé, il n'y a quasiment pas d'images du tremblement de terre lui-même car il a eu lieu dans une montagne reculée du Cachemire. Aujourd'hui encore, un mois et demi après le tremblement de terre, les dons sont très modiques que ce soient les dons des particuliers ou des Etats. En ce qui concerne les Etats les agences de l'ONU ont estimé un besoin initial à 312 millions de dollars et en une quinzaine de jours elles n'avaient reçu que 68 millions de dollars. C'est la même chose pour les ONG si on en croit Libération du

26/10 dernier l'Unicef avait reçu 20 millions d'euros dans la première quinzaine de janvier qui avait suivi le Tsunami et la même organisation a reçu 50 000 dollars dans la quinzaine de jours suivant le séisme pakistanais. On sait que faute d'intervention suffisante, on redoute une seconde catastrophe au Pakistan puisque l'hiver arrive dans les montagnes et qu'il y a encore des centaines de milliers de sans abris. Pour lancer le débat, je voulais faire quelques rappels généraux. Tout d'abord un rappel sur l'histoire commune entre médias et humanitaire. L'histoire de l'humanitaire contemporaine, on a en tête tout de suite les french doctors, est étroitement liée aux médias. L'un et l'autre ont su parfaitement jouer leur rôle de coupe fil pour attirer l'attention ou agir hors des logiques institutionnelles parfois lourdes parfois pesantes en cas de crises. Avant la fondation de Médecins sans Frontières, la plus célèbre des ONG aujourd'hui, Xavier Emmanuelli ou Bernard Kouchner avaient dans l'idée de coupler le travail de groupe de médecins d'urgence et d'agences spécialisées, d'agences de presse. D'ailleurs Xavier Emmanuelli, un des acteurs de ce mouvement au départ, tire le bilan de cette histoire 20 ans après dans son bouquin dont je me permettrais de citer quelques phrases : « Depuis sa conception MSF, a été marié aux Médias et parmi eux le plus brillant, la télévision aura été sa plus fringante conquête. On peut même écrire qu'humanitaire et médias sont pour MSF un couple obligé. Ils se sont aimés beaucoup, ont connu l'enthousiasme des rêves purs et naïfs de la jeunesse et ils vieillissent ensemble, un peu cyniques, un peu blasés, sachant tout l'un de l'autre, mais incapables de se séparer sous peine de mort. » L'humanitaire a besoin des médias pour faire connaître une situation et pour faire savoir aussi que cette situation n'est pas nécessairement fatale, pour provoquer les prises de conscience collectives et accessoirement les associations ont besoin des médias pour faire connaître leur existence propre. Mais les médias ont aussi besoin des associations humanitaires pour mieux appréhender des crises contemporaines qui sont complexes, pour avoir des sources d'informations fiables et indépendantes lors des crises. Les médias ont besoin des humanitaires pour avoir des témoins, les humanitaires sont souvent les premiers témoins étrangers d'une situation et parfois pour la logistique car ils ne savent pas ou ne peuvent pas mettre la logistique appropriée en place pour se rendre dans certaines zones difficiles d'accès. Deuxième point, médias et humanitaire sont soumis aux mêmes risques, parfois aux mêmes périls. Ils sont soumis au même rythme souvent périlleux celui de l'urgence. Ils sont soumis au diktat de l'audience : pour avoir des dons il faut susciter

l'attention, il faut de l'audimat et les entreprises de presse misent souvent sur la dimension spectaculaire d'une crise. Il y a donc un risque de surenchère, de mélange des genres. Lors de la crise du Kosovo, il y avait des clips du ministère pour appeler aux dons pour la Croix Rouge à 19h58 et ces clips étaient faits avec des images que l'ont retrouvait au 20heures qui suivait quelques minutes après. C'étaient quasiment les mêmes images. On ne savait plus si on était dans la communication ou l'information sur la crise du Kosovo. Le prétexte de la bonne cause peut conduire parfois à ruiner la notion d'information. On tait parfois qu'un bilan peut être moins grave que prévu, ça a été le cas notamment à propos du cyclone Mitch où finalement le bilan en terme de morts était beaucoup moins important que celui qui avait été annoncé mais on a pas su le dire. Il a fallu des contre enquêtes par la suite pour pouvoir avoir cette information car on avait peur que dire qu'on avait moins de morts que prévu pouvait tarir les dons. Le risque c'est souvent aussi celui de la mise en scène, on y reviendra avec les intervenants. Mais il y a aussi un risque qui est peut-être plus important qui est celui de l'instrumentalisation de l'humanitaire, on pense évidemment à l'instrumentalisation politique mais il peut y avoir aussi d'autres formes. Par exemple quand au Kosovo on a entretenu l'ambiguïté entre l'opération militaire baptisée Abri allié et des opérations humanitaires. En octobre 2001, juste après les attentats du 11 septembre, Colin Powell le secrétaire d'Etat des Etats Unis a pu dire que les ONG étaient « un tel multiplicateur de force pour nous une part si importante de notre équipe de combat ». il intégrait les ONG dans son équipe de combat. Je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur service à leur rendre. Il y a aussi le risque du tout humanitaire, de l'alibi humanitaire, quand l'humanitaire est au centre de l'information sur une situation critique, sur une crise politique c'est aussi qu'il tient lieu de point de vue, qu'il tient lieu de politique et quand l'humanitaire tient lieu de politique c'est aussi parfois parce que les hommes ont renoncé à intervenir sur le cours des choses. Le risque est bien de rendre acceptables les in équités en attirant le regard sur les seules victimes spectaculaires. Je vais passer la parole en premier à Bruno David. On souhaite lancer le débat sur la question du Tsunami.

Pour vous en quoi est-ce révélateur de nouvelles problématiques médiatiques ?

**Bruno David :** Tout d'abord il faut remettre le Tsunami en perspective médiatique d'une certaine manière. Comme vous l'expliquiez très bien tout à l'heure on passe d'une crise à une autre. Je parle de crise médiatique en elle-même que ce soit la

grippe aviaire, les évènements dans les banlieues, le Pakistan, nous mesurons ça en unité de bruit médiatique c'est-à-dire les sujets qui sont utilisés par les médias et qui font le plus de bruit. Pour vous donner des indicateurs, le Tsunami est l'événement qui a fait le plus de bruit dans les médias après la mort du Pape Jean Paul II. On verra à la fin de l'année quels sont les événements qui ont fait le plus de bruit tout au long de l'année 2005. L'état des lieux actuellement est que le Tsunami est le 2<sup>ème</sup> événement médiatique en 2005. Quel est l'impact des médias sur leur public ? Le tsunami a fait plus de 50 000 articles, plus d'une cinquantaine de Journal Télévisé, 3 émissions spéciales totalement consacrées au Tsunami en début d'année qui ont drainé pour chacune d'entre elles entre 8 et 11 millions de téléspectateurs, Paris Match a sorti une édition spéciale, le Monde, le Figaro ; Libération globalement ont traité le sujet en « une » au moins 6 fois chacun, Courrier international a fait deux « une » ce qui vous permet de remettre en perspective d'autres évènements et on parlera tout à l'heure de la Tchétchénie, pour voir sur d'autres crises que l'on peut rencontrer tout au long de l'année, la manière dont les médias peuvent investir un certain nombre de crises. Et ceci on le mesure quelque soit l'origine de la crise sa justesse, sa pertinence, ou son importance. C'est l'utilisation qui peut être faite d'une crise par les médias à un moment donné. Je raconte souvent une anecdote qui est assez révélatrice de l'attitude que peuvent avoir les humanitaires par rapport aux situations de crise médiatique, de flambée médiatique. J'intervenais dans un séminaire en début d'année 2005, (on était en pleine flambée médiatique du Tsunami) auprès d'un parterre de spécialistes de l'humanitaire et notamment de la communication et je précisais que l'événement que nous étions en train de vivre pour le Tsunami était exceptionnel et que probablement on devrait faire face dans les mois qui allaient venir à une réplique sismo-médiatique. C'est-à-dire que l'emballement médiatique suscité à un moment donné, allait donner lieu à une réplique médiatique tout aussi violente, mais à l'inverse pour essayer de contrebalancer, avec un effet de balancier inverse vis à vis de l'opinion en disant que c'était formidable, il fallait se mobiliser, la planète entière était mobilisée, puis d'un autre côté, la réplique c'est qu'on s'est peut être un peu trop mobilisé donc maintenant il va bien falloir chercher des responsables et des coupables. Evidemment, c'étaient les ONG directement et il y avait un risque médiatique pour les ONG à ce niveau là. Les ONG en 2005 ont dû gérer à la fois une flambée médiatique et une 2<sup>ème</sup> flambée médiatique qui a eu lieu 6 mois après le Tsunami

intitulé ainsi dans les journaux : « 6 mois après le Tsunami, où est passé l'argent ? » Et aujourd'hui on est pratiquement arrivé à un an après le 26 décembre et les émissions de télévision sont prêtes, les reportages ont été tournés et le thème c'est où est passé votre argent ? Pour vous donner un autre indicateur, la Croix Rouge a fait 86 ans de collecte pendant le Tsunami. La plupart des ONG n'ont pas fait d'appel aux dons directement auprès du grand public, les médias ont fait des appels aux dons au bénéfice des ONG ce qui est une nuance de taille et que les ONG ont eu à gérer une flambée de dons qu'il est extrêmement difficile à gérer quand on est une ONG aussi importante soit elle parce qu'on a des obligations d'émissions de reçus fiscaux, d'enregistrement des chèques et puis après d'investissement de cet argent alors quand on reçoit des centaines de millions d'euros pour certains, on s'amuse pas à les dépenser en 15 jours sous la pression de l'opinion publique ou sous la pression des médias. Donc ça c'est le point pour vous resituer un peu le contexte médiatique dans lequel on était. On a souvent l'habitude d'oublier puisqu'une crise en chasse une autre. Je dirais que c'est un peu la face visible de l'iceberg notamment pour le grand public qui voit beaucoup de médiatisation mais finalement voit peu les applications ou les enjeux qui se dégagent derrière. Mais le Tsunami est extrêmement révélateur des enjeux humanitaires que l'on est en train de vivre aujourd'hui, ils ont un peu éclaté au grand jour si on peut dire. Le premier, très bien expliqué dans l'introduction, c'est la logique économique dans laquelle sont rentrés les médias. Il y a 10 ans on ne parlait pas des médias en tant qu'entreprises. Cette dichotomie entre les médias et les entreprises est arrivée en France lors de la privatisation de TF1 quand le groupe Bouygues est devenu propriétaire de TF1. Il y a eu un débat national sur la télévision béton, la télévision du bâtiment public. C'était la première fois qu'une entreprise privée rentrait dans les médias mais au-delà de ça c'est la première fois qu'on rentrait dans une logique financière et économique concrète c'est-à-dire je vends de la télévision, je vends du papier et derrière il faut que je fasse tourner des machines, que je paie des ouvriers et donc besoin de faire tourner les rotatives et faire de la vente. C'est les premières années où en France on rentre dans une logique entreprises médias ce qui pose des problèmes d'ailleurs fondamentaux à des journalistes en terme d'éthique et de déontologie, d'exercice de leur métier, mais ça pose aussi des problèmes de statut : quand un média intervient, est-ce au titre de l'entreprise ou du média en lui-même ? La crise du Tsunami est très révélatrice puisque les médias se sont eux-mêmes mobilisés pour lancer un

appel aux dons et faire de la collecte de fonds et on voit de plus en plus des animateurs de renom, très célèbres intervenir directement dans la crise. Le dernier TV Figaro titre « Patrick Poivre d'Arvor clandestin en Birmanie ». La difficulté pour le public ou les humanitaires en même temps c'est de savoir comment se positionne les médias et quel statut ils vont prendre à un moment donné : soit celui d'un média, soit d'un entrepreneur ou éventuellement d'un acteur humanitaire. Ce qui a déjà été évoqué dans l'introduction c'est l'arrivée en masse de photos, de films, d'éléments de témoignages tels qu'on n'en avait jamais vu auparavant. Il y a encore quelques années pour que la photo d'un reporter soit dans les journaux ou arrive sur les télévisions, il y avait un stade de décompression. Ce n'était jamais immédiat. D'abord il fallait que le reporter développe ses pellicules, les transmette à l'agence de presse, que l'agence de presse en fasse une sélection qu'elle soit vendues aux journaux qui les commandaient, et ensuite elles étaient diffusées. Aujourd'hui on n'est plus du tout dans cette logique, par le simple fait que les technologies ont aussi évoluées. Vous faites des photos avec des téléphones portables, vous avez des caméras privées, vous avez internet avec des webcams et vous avez une instantanéité de la photo et cette instantanéité de la photo ou des témoignages peut passer par le biais des victimes elles-mêmes. Il y a encore 5 ans les victimes ne témoignaient pas elles-mêmes. Il y avait toujours un relais de témoignage. Aujourd'hui le Tsunami l'a révélé, les télévisions et les journaux du monde entier ont été inondés de photos des victimes elles-mêmes. Ces photos ont donné lieu à des hit parade, à des concours sur internet : qui avait vu la vague en premier, qui avait fait la meilleure photo, le meilleur reportage. Sur le site internet de TF1, vous aviez les votes en direct sur les vagues, sur la meilleure vidéo, je ne sais pas si il est encore « on line » mais il y a très peu de temps il y était encore.

Et ça vous montre bien la réduction du temps qui s'est passée en l'espace de 5 ans dans l'accès à l'information et d'autre part la difficulté qu'il y a pour les médias à gérer les sources. Beaucoup d'informations circulent dans les blogs et la vérification des sources pour les journalistes est devenue un véritable casse-tête sachant qu'ils ne peuvent pas couvrir non plus la totalité des crises ou des conflits pour des raisons économiques. Et encore moins celle des catastrophes naturelles qu'on ne peut pas prévoir à l'avance. D'autres problématiques intéressantes sont apparues, c'est la convergence des intérêts entre nations riches, nations pauvres et médias. Cette trilogie était en permanence en conflit, c'est-à-dire qu'on avait des nations riches dont

les intérêts allaient à l'encontre des nations pauvres qui allaient à l'encontre de ceux des médias et on s'aperçoit que quand une convergence s'installe entre les 3 on voit une flambée médiatique généralement quasi immédiate. On le voit dans le cadre des banlieues, on l'a vu dans le cadre du Tsunami par contre on ne le voit pas dans le cas de la Tchétchénie, ni du Pakistan, et très peu dans le cadre du Darfour. Quelque part vous avez une espèce de symétrie médiatique entre ce qui a été le Tsunami et ce qui est le Pakistan ou la Tchétchénie. Il y a beaucoup de raisons qui expliquent que nations riches, nations pauvres et médias n'ont pas d'intérêt à en parler à l'inverse du Tsunami où les 3 avaient beaucoup d'intérêt à en parler. Pour des raisons diverses mais peu importe c'était une convergence. Ce que l'on a vu aussi c'est l'intrusion dans l'humanitaire des politiques au niveau national et au niveau international qui ont donné lieu à des effets d'annonce extrêmement intéressants pour les spécialistes de l'humanitaire que ce soit le Samu mondial ou que ce soit les casques blancs ou les casques rouges ont eu droit à des déplacements de politiques de premier plan sur les terrains, devant les caméras dans des zones extrêmement couvertes médiatiquement mais finalement pour un résultat qui est quasiment nul puisque vous n'avez plus un seul article sur le Samu mondial, plus un seul article sur les casques blancs ou les casques rouges alors qu'on a eu une débauche d'explications et de débats sur le sujet pendant le Tsunami. Ce qui est passionnant à suivre pour des spécialistes des médias c'est l'intrusion à grand renfort médiatique des armées dans le débat humanitaire à tel point même qu'on assiste dans les médias (on l'a observé depuis un an maximum) un glissement et une transformation de l'iconographie humanitaire. Telle qu'on la connaît en France, c'est celle du French doctor avec une blouse blanche et un stéthoscope autour du cou, un enfant noir dans les bras. Elle a été la représentation assez caricaturale de ce que pouvait être l'humanitaire dans notre pays. Aujourd'hui vous avez un glissement de cette iconographie où vous voyez de plus en plus souvent en « une » des journaux, ou des télévisions, des militaires qu'on appelle nous soldats de 3<sup>ème</sup> génération qui sont généralement très équipés, souvent des pilotes d'hélicoptère, des aviateurs, donc qui ont une apparence de soldat de 3<sup>ème</sup> génération avec une victime dans les bras. C'est loin d'être un hasard, toutes les iconographies médiatiques sont extrêmement construites et recherchées. Les armées ont réussi à produire, et on verra pour quelles raisons, une iconographie humanitaire qui a des intérêts majeurs par rapport à la stratégie de communication des armées. On a vu

arriver l'industrie et le monde marchand dans l'humanitaire. On a une intrusion un peu par effraction d'une certaine manière où toutes les grandes entreprises se sont mobilisées, c'est-à-dire les marques internationales en passant par Renault, Coca Cola, Nestlé, Carrefour tout le monde y est allé de sa collecte de fonds jusqu'à la mise en place de programmes avec des employés desdites sociétés ce qui pose deux problèmes de fond : est-ce que le secteur commercial peut être amené à s'investir dans la sphère publique et en particulier dans la solidarité internationale et quels sont les intérêts qui se cachent derrière ces intrusions. Quand on s'occupe d'entreprises et de communication comme j'ai pu le faire pendant des années, rien n'est un hasard non plus et des actions de ce type répondent à des objectifs précis et planifiés. On a vu également pour la première fois toutes les élaborations de ces hit parade, compétition entre les ONG, concurrence, prise de paroles, quel est le plus important des donateurs, les Etats aussi ont contribué à cela : est-ce que les Français donnaient plus que les Allemands ? Est-ce que les Allemands donnaient plus que les Anglais ? Est-ce que les Américains ont donné assez ? On a eu des hit parade pendant trois mois qui n'ont pas permis d'avoir des informations fiables et claires : qui a donné quoi, quand et comment ? L'ONU déclare encore qu'entre les promesses de dons, c'est comme au Téléthon, et l'encaissement des dons il y a une différence qui est assez sensible.

Des débats comme aujourd'hui sont fondamentaux car on voit apparaître une espèce de pensée unique ou de consensualisme humanitaire médiatique dans lequel quand une crise se développe, on voit apparaître les grandes icônes humanitaires toujours 5 à 6 ONG qui monopolisent un peu le débat, celui de la compassion du cœur, et qui est représentatif de leur propre ONG mais qui ne représente en aucun cas la totalité du secteur humanitaire et qui laisserait à penser qu'il y a une uniformité, une homogénéité totale dans le tiers secteur et en particulier dans les organisations de solidarité internationale et qu'il n'y a pas de débat, que tout le monde est dans une espèce de consensualisme mou, alors que nous avons entre nous beaucoup de points de vue divers et variés.

Sur la responsabilité « médias et humanitaire », elle est certainement 50/50. Il ne faut pas charger les médias plus que de mesure et il ne faut pas charger les humanitaires plus que de mesure. Par contre je pense que les humanitaires ont une véritable responsabilité là dedans. Comme Xavier Emmanuelli l'expliquait dans la citation auparavant, les humanitaires ont une véritable connaissance des processus de

marketing et de communication. Il y a peut être 5 ans on pouvait dire qu'ils faisaient des erreurs et qu'ils ne savaient pas. Aujourd'hui ça n'existe plus, ils maîtrisent complètement les techniques. Il y a une véritable corrélation entre les médias et l'humanitaire.

Maintenant et je terminerais par cela, peut-on accepter que l'UNHCR se fasse passer pour une association dans le maillon faible en appelant à la générosité du public, que les uns et les autres nous entretenions une confusion entre les agences de l'ONU, les organisations confessionnelles, les ONG, ou les organisations d'Etat ? C'est une question que je me pose et dont on devrait débattre aujourd'hui.

L'UNHCR est une agence de l'ONU : le Haut Commissariat aux Réfugiés.

**Philippe Descamps** : Faut-il une régulation des relations médias-humanitaires ?

**Bruno David** : Aujourd'hui ce qui est paradoxal, c'est qu'il existe des régulations dans le domaine de l'entreprise, du politique mais il n'en existe pas dans le tiers secteur. Pour vous donner un exemple, quand Coca Cola fait de la publicité, c'est signalisé : au début de l'écran on marque « publicité » et à la fin également. Les entreprises pour passer à la télévision payent et suivent des directives et des lois extrêmement précises. Si quelqu'un s'amuse à arriver sur un plateau avec un tee-shirt Coca Cola, le CSA intervient directement auprès de la chaîne ou auprès du producteur pour publicité déguisée ou entrave à la législation sur la publicité. Donc la publicité aujourd'hui est contrairement à tous les procès qu'on lui fait, très identifiée et très identifiable. Au niveau du politique c'est pareil, vous avez des temps de prise de parole chronométrés, etc. Dans le tiers secteur il n'y a absolument rien de tout cela. Vous voulez apparaître à la télévision, un coup ça va être payant, un coup ça va être gratuit. On n'a pas de tarif défini. C'est un peu à la tête du client. Vous avez des relations dans les médias, vous connaissez le producteur d'une émission, vous connaissez une star, il y a peut être un coup à faire et on va se retrouver avec des gens en tee-shirt de l'association X ou Y sur les plateaux de télévision. On sait qu'il y a évidemment une corrélation entre la notoriété d'une association et les dons qui lui sont faits après. Par exemple, la Croix rouge, sa notoriété est de 98% ce qui équivaut à peu près à la notoriété de Coca Cola et vous avez une corrélation immédiate avec crise humanitaire donc hop Croix Rouge et don qui suit. Ce sont des phénomènes marketing qui sont très légiférés et dans le tiers secteur il n'y a rien et je pense que la

question doit se poser aussi tant au niveau de l'accès aux médias, que de la protection des personnes. Quand on communique sur une crise humanitaire, la protection des victimes et l'image des victimes doit être effective. Pour le Tsunami, vous avez vu des cadavres d'autochtones, vous n'avez pas vu de cadavres de blancs. Pas de photos. L'intégrité des personnes jusque dans leur mort, comment peut-elle être préservée ? Quels sont les droits à l'image que l'on est capable de développer au niveau international ? Peut-on utiliser des photos de reportage utilisées pour le journalisme donc dans l'information pour faire ensuite de la promotion. On passe du journalisme de l'information à celui de la communication, de la promotion. On n'est pas dans le même domaine. Peut-on utiliser les mêmes moyens sans garde-fou ? Les débats n'ont jamais eu lieu en France. C'est une première aujourd'hui pour ce colloque.

**Philippe Descamps** : Le souhait des organisateurs est de susciter le débat mais aussi de chercher ensemble des solutions notamment avec les acteurs de l'humanitaire par la suite. Je vais passer la parole à Guy Caussé. Après le Tsunami, vous avez passé un mois en Indonésie. Malgré votre longue expérience de l'humanitaire, vous avez été frappé par certains aspects du traitement médiatique du Tsunami. Et pourtant vous vous revendiquez un rôle particulier pour les humanitaires dans l'information sur les crises, un rôle de relais. Vous allez aussi pouvoir témoigner sur l'instrumentalisation notamment par les militaires en Afghanistan et en Indonésie.

**Guy Caussé** : Je vais prendre la parole pour l'ensemble des humanitaires qui sont allés soit sur le Sri Lanka, soit en Inde, soit en Indonésie donc c'est une lourde responsabilité de parler au nom des centaines de volontaires qui ont donné de leur temps et de leur énergie pour aller au secours de toutes ces victimes. Il y a des problèmes de stratégie mais ce sont avant tout des problèmes humains et aller à la rencontre des souffrances de chacune de ces victimes c'est quelque chose d'essentiel donc j'espère ne pas trop trahir dans mon discours tout ce qui a été fait sur le terrain par ces gens là. Je souhaite apporter aussi une résonance humanitaire à tout ce qui vient d'être dit sur l'approche médiatique de ces crises et enfin c'est commencer par un mea culpa de la part des humanitaires et je pense aussi de la part des médias qui fait dire qu'on a parlé du Tsunami qui un beau jour nous a éclaté en pleine figure après les fêtes de Noël. On en a pris plein les yeux, plein les oreilles,

alors que depuis 2 ans ce pays, l'Indonésie du Nord était interdit et aux humanitaires et aux médias. On va parler tout à l'heure des crises oubliées et celle-là aussi c'est une crise oubliée majeure parce que c'est un pays qui a été sous l'occupation de l'armée gouvernementale indonésienne et qui est un pays interdit et aux humanitaires et aux médias. Et donc une population qui était marginalisée par le pouvoir central et qui vivait comme elle le pouvait en attendant l'éclatement de cette crise. Finalement personne n'était très alarmé de la situation des Indonésiens à cette époque là, 2 années auparavant. Bien sûr on le savait qu'on ne pouvait pas y aller mais ce n'est pas pour autant que beaucoup de gens se sont remués pour faire bouger politiquement le pouvoir indonésien.

**Philippe Descamps** : Je précise juste pour tout le monde que la région la plus touchée de l'Indonésie est une région où vivent des minorités chrétiennes qui sont en révolte depuis des décennies contre le pouvoir central de Djakarta.

**Guy Caussé** : Et des territoires riches en pétrole aussi. Bon alors le Tsunami arrive : d'un côté vous avez les acteurs malgré eux morts ou survivants et de l'autre côté il y a nous, les spectateurs et entre les deux vous avez des informateurs. C'est ce que font les médias en général au moins au début, ils informent entre les pauvres acteurs et nous les spectateurs. Il y a une autre approche qui est celle de dire il y a des victimes d'un côté et il y a des donateurs de l'autre et qu'entre les deux ce ne sont pas des informateurs mais des messagers ou des effecteurs. Et ces effecteurs ce sont ceux qui vont apporter une connaissance et une conscientisation de l'ensemble du problème et c'est ainsi que Médecins du Monde mais comme d'autres, il se trouve que nous avons une vocation médicale, nous faisons notre métier mais que nous avons une autre vocation qui est de témoigner. Ce n'est pas pour prêcher pour ma chapelle mais à Médecins du Monde notre slogan « c'est soigner et témoigner ». Ce verbe « témoigner » pour nous, il a trois sens : « témoigner » c'est déjà remercier les donateurs, c'est dire ce que l'on fait de l'argent qui nous a été confié. On travaille sur la générosité publique ou la générosité des Etats et donc par le témoignage nous avons un devoir de reconnaissance. Ce travail de reconnaissance qui est absolument essentiel qui passe à Médecins du Monde par un service « communication » qui va diffuser l'information de toute l'utilisation des dons. C'est la première chose. La deuxième chose c'est de conscientiser : chaque enfant, chaque

vieillard dans la souffrance, il faut lui apporter de l'aide médicale mais parfois de l'aide qui se prolonge dans le temps donc il faut essayer de l'aider à se reconstruire par l'éducation, un toit, des vêtements etc. Et c'est aussi lui donner des droits et c'est le droit de toutes les victimes d'avoir une reconnaissance de son statut de victime. Donc ça c'est notre premier travail de conscientiser, de responsabiliser nos donateurs à ce qu'on fait avec l'argent qu'ils nous donnent. Mais on a aussi 2 autres vocations : celle de dénoncer des situations parce qu'on est en prise directe avec la réalité des gens et des réalités individuelles, des réalités communautaires et des réalités politiques. En fin de compte, on va intégrer ce tissu social pour essayer d'apporter notre aide bien sûr mais en même temps avec le devoir de la compréhension : comment fonctionne cette communauté et comment on va pouvoir l'aider ? Avec cette connaissance, on va pouvoir dénoncer certains abus ou certaines situations. Et puis notre 3<sup>ème</sup> vocation c'est celle d'interpeller. Alors l'interpellation, elle passe par rapport aux médias et par rapport aux politiques. Il y a vraiment des situations d'injustice, des situations de crises dont nous sommes les seuls témoins et donc ce rôle de témoignage peut aller jusqu'à l'interpellation du politique. On va rentrer dans les travaux pratiques : dans chaque pays, il y a des accompagnements, des rites funéraires par rapport aux morts et toutes les images qu'on a montré sur le Tsunami ne correspondent pas à l'approche communautaire. A MDM, quand on va sur le terrain on part avec des données ethnologiques et anthropologiques pour essayer de comprendre le milieu que l'on va approcher car la pire des choses, c'est d'arriver comme des éléments exogènes qui n'ont aucune compréhension : déjà on a la barrière de la langue avec la nécessité d'avoir des interprètes avec nous mais si on n'a pas cette compréhension du fonctionnement communautaire, on va passer à côté de l'efficacité. Dans toutes les catastrophes, vous avez plusieurs temps, le temps des morts, il faut respecter toute cette approche de la mort et de l'accompagnement de la mort, ça fait partie de notre travail et puis après vous avez le temps des disparus, puis des blessés. Il faut essayer d'aider les structures médicales locales pour que l'accompagnement des blessés puisse se faire dans les meilleures conditions possibles et là aussi, on peut se rendre compte de plein de choses : on nous a dit qu'il y allait avoir des épidémies et bien non, car la population était bien vaccinée. La population se porte bien donc on ne risque pas grand chose, la seule épidémie importante qui a eu lieu c'est une épidémie mortelle de tétanos due aux blessures qui a fait des centaines de victimes durant les premiers

jours. Et puis vous avez le temps des survivants, il faut les accompagner dans le secours des premiers jours et puis après il faut les accompagner dans la restructuration communautaire. Et par exemple moi, je ne connaissais pas l'Indonésie et ils ont là bas un mode de fonctionnement communautaire excessivement fort et ainsi, on a vu arriver par rapport au Tsunami des cargaisons de tentes, les Indonésiens s'étaient pris en charge eux-mêmes dès les premiers jours et avec les immensités de décharges de bois qui étaient à leur disposition et quelques clous et marteaux, avant même qu'on arrive avec une tente, ils avaient déjà reconstruit pratiquement des villages complets où des survivants avaient reformé l'espace communautaire. Sur l'approche politique des choses, les humanitaires intègrent des situations étonnantes. Vous savez que les gens les plus touchés ont été des gens du bord de mer, donc on a pensé qu'il y avait beaucoup de marins. Eh bien non pas du tout, la plupart des gens qui étaient en bord de mer étaient des paysans de l'intérieur des terres qui avaient été déplacés sur les côtes par le pouvoir central et là, ils continuaient des activités agricoles sur les quelques terres fertiles du bord de mer. Ce sont eux les premières victimes du Tsunami, ce sont eux qui sont morts essentiellement. Pourquoi ont-ils été déplacés ? Ces gens ont laissé leurs villages libres pour que les forces gouvernementales puissent combattre dans la tranquillité la plus complète et de meilleure façon les forces de résistance qui étaient à l'intérieur du pays.

**Philippe Descamps** : Est-ce que vous avez vu ces éléments de décryptage dans la presse ? Y a-t-il eu de l'intérêt pour ce type d'information ?

**Guy Caussé** : Non, justement. On décrypte des situations qui n'ont pas forcément de relais dans les médias. Dans tous les dispensaires qu'on a remis en situation, on s'est rendu compte qu'il n'y avait que des adultes et très peu d'enfants. Les enfants avaient été les premières victimes et avaient été emportés par la vague du Tsunami. En gros, sur 10 enfants 7 avaient été emportés donc il y avait très peu d'enfants. Chaque fois qu'un média venait nous voir, on essayait de faire passer ces messages pour qu'il y ait un contenu par rapport aux images qui allaient passer. Mais nous, on les voyait arriver furtivement histoire de faire quelques photos choc par exemple en train d'examiner un enfant mais c'était quelque chose qui était chaque fois extrêmement fugace et c'est pour dire en effet notre frustration de ne pas avoir sur le

terrain une coopération ou une intelligence avec les médias parce que c'est quelque chose qui n'est absolument pas structuré. Ce qui manque, c'est donc un travail de fond avec les médias qui permettrait de faire passer des images et des messages absolument authentiques sur ce que sont les gens et sur la façon dont ses communautés vont vivre les crises. Pour nous, il est très important de donner du contenu à toutes ses images et nous souhaitons être encore plus attractif pour que les médias aient conscience que c'est par nous, qu'ils auront une approche réelle de la vie et de la souffrance des populations.

**Philippe Descamps** : Il y a aussi cette logique de l'urgence, vous avez vu les médias arriver puis repartir, vous avez vu les ONG arriver et repartir.

**Guy Caussé** : C'est vrai qu'il y a plusieurs temps, celui de l'extrême urgence qui correspond à l'espace des urgentistes des premiers jours, ensuite vous avez l'espace communautaire ou une communauté essaie de se remettre en place et enfin vous avez l'espace politique ou le politique d'état et autre, l'armée et autre, prennent le relais. C'est sûr que nous avons tous des vocations différentes, les ONG urgentistes pour les premiers jours, et les ONG qui s'inscrivent dans la durée, comme MDM , MSF qui sont toujours présents sur le terrain aujourd'hui pour aider à la reconstruction d'un système de santé. Actuellement, personne ne vient nous voir et personne ne sait ce que nous faisons, MDM fait passer l'information sur le site internet, mais il n'y a pas un suivi d'intelligence qui permet de faire comprendre au public comment l'argent est utilisé. Ce travail de bilan va se faire au bout d'un an, nous avons tous les éléments de connaissance pour réaliser un bilan de notre travail. Mais ce qu'est devenue la communauté ne nous intéresse pas tant que ça, nous voulons savoir ce que l'argent est devenu, mais comment une communauté va se reconstruire, sur quels éléments va t-on pouvoir redonner du sens, de la valeur à toutes ses familles éclatées, comment vont se reconstruire les têtes avec les corps, tout cela est quelque chose qui passe au dessus de nos préoccupations.

**Philippe Descamps** : Vous avez eu l'impression que les médias avaient des préoccupations euro-centrées ou franco-centrées avec un prisme français ou européen sur la crise de par les victimes qui étaient européennes et ensuite de par le suivi des dons qui concernent encore les européens ?

**Guy Caussé** : oui, car on veut que les victimes soient à l'image de ce qu'on a envie qu'elles soient, c'est-à-dire qu'on n'a pas envie de connaître leur mode de fonctionnement, on a envie d'entendre ce qu'on a envie d'entendre de la part des victimes, et comment elles vont reconstruire, comment elles se prennent en charge elles même ce n'est pas notre forcément notre priorité donc je crois que c'est ce qu'on appelle les contre transferts culturels, il faut être extrêmement vigilant par rapport à cela, car nous avons envie d'entendre que les messages qui nous conviennent, qui nous font plaisir.

**Philippe Descamps** : un deuxième témoignage que l'on attend de votre part, c'est celui sur un des éléments que l'on voulait aborder dans ce premier débat, celui de l'instrumentalisation qui est parfois tout simplement très caricaturale qui peut être du prosélytisme religieux à l'occasion de crise humanitaire ou parfois de façon plus subtile d'opérations de reconstruction menées par des militaires à la place des ONG ou à la place des gouvernements, vous avez été témoin direct de ce genre de chose ?

**Guy Caussé** : Nous avons été obligés de fonctionner pour le bien de populations avec tous les acteurs sur le terrain, les forces militaires, les Tian aï, qui ont été en effet les premiers par leur capacité logistique à pouvoir approcher les victimes en détresse pour leur donner à manger, ils étaient là au bout de 48 heures, nous au bout de 8 jours. Ces tian aï voulaient donner une bonne image dans le cadre du secours par rapport à la population alors que cette population est dans une opposition complète vis-à-vis de cette armée d'occupation, cela se passait en relative bonne intelligence, et nous-même, nous avons bénéficié de l'aide logistique de l'armée pour pouvoir amener notre matériel. Et c'est vrai que même les populations locales ont parfaitement joué le jeu avec ces militaires. Notre crainte était que la zone se referme très vite de la part des autorités et que les militaires reprennent seuls l'autorité sur l'ensemble de la région en excluant toutes les ONG pour faire ce qu'ils avaient envie de faire. Pour l'instant, cela ne se passe pas et les forces politiques modérées indonésiennes ont gagné sur les forces les plus totalitaires qui voulaient très vite refermer l'ensemble du pays. Actuellement, nous sommes dans une espèce de statu quo qui nous permet de continuer à fonctionner. Il est vrai que nous sommes

de plus en plus vigilantS par rapport au prosélytisme humanitaire, il existe de toute part, mais nous avons vu arriver des montagnes de cartons, venant d'évangélistes américains avec l'église des saint des derniers jours, cartons qui contenaient des bibles, en plein pays musulmans, c'est quelque chose qui nous a infiniment choqués, mais le gouvernement indonésien a pu faire le tri et toutes ces ONG avaient en première approche, une durée de travail de 2 mois. Au bout de 2 mois, les indonésiens ont gardé les ONG les plus professionnelles, les plus neutres pour continuer à accompagner les populations, MDM, la Croix Rouge, MSF, de grandes organisations américaines et anglaises ont pu continuer à travailler.

Pour terminer, dans cette relation entre médias et humanitaire c'est un combat commun que nous avons à faire, que nous ne situons pas que dans le cadre de l'information, mais aussi dans le cadre de la responsabilisation. Nous savons que la planète est un village planétaire et que nous avons tous une responsabilité dans la compréhension et dans l'aide à apporter. Nous qui avons la chance d'être des acteurs de terrain, il faut que nous soyons suffisamment attractifs et responsables vis-à-vis des médias pour leur donner les moyens par l'information de vous responsabiliser, tous, à ce qui se passe en réalité sur le terrain et vous informer sur quels sont les angles d'approche d'une aide intelligente des populations et qui ne soit pas simplement, l'approche telle qu'on la voit d'une manière occidentale.

**Philippe Descamps** : Moi, je voulais vous faire parler de l'Afghanistan, on a parlé de la confusion parfois « militaire, humanitaire ». En Afghanistan, elle a eu des conséquences fâcheuses, car un groupe de MSF a été ciblé par les talibans comme étant partie d'une intervention qu'il considère comme militaire, ce qui a conduit MSF au départ d'Afghanistan alors qu'il y était depuis une vingtaine d'année. Avez vous, vous aussi, été témoin de cette confusion militaire / humanitaire ?

**Guy Caussé** : je veux bien tourner la page dès maintenant mais je pensais en parler plus tard, dans le deuxième débat, mais il est bien évident que l'humanitaire classique tel qu'on le connaît est un humanitaire en crise. L'humanitaire des French doctors est en train de mourir car nous sommes pris en tenaille entre deux forces impressionnantes. D'une part les grands bailleurs internationaux : la banque mondiale, US AID, la banque asiatique de développement qui ont leur propre stratégie dans le cadre de l'aide humanitaire, dans le cadre de l'argent qu'ils veulent

bien apporter dans la reconstruction d'un pays, ces bailleurs de fond qui ont l'argent, mènent la politique et demandent aux ONG d'être simplement des prestataires de service, des sous traitants. Les ONG non gouvernementales deviennent des acteurs de force politiques qui sont représentées par les forces américaines, par les forces du capitalisme... Nous sommes pris en tenaille... Il y a des ONG qui ont la capacité d'une autonomie, MSF est autonome, MDM est autonome à moitié de ses capacités, il y a plein d'ONG qui n'ont pas la capacité suffisante pour pouvoir travailler sans l'argent des grands bailleurs internationaux donc c'est tout bénéfique pour les bailleurs internationaux de faire appliquer leur politique par état mais les Etats sont dans des situations de décomposition, de déstructuration telle, qu'ils sont bien obligés d'accepter les stratégies mises en place par les technocrates de ces grands bailleurs de fond donc nous devenons des sous-traitants. Ce n'est pas pour autant que l'on va favoriser l'émergence ou l'autonomie d'une population, nous allons simplement répondre aux exigences de ces grands bailleurs internationaux. Cela est le premier côté de la tenaille, le deuxième côté, ce sont les forces militaro-humanitaire. Les politiques et les militaires ont compris bien vite qu'il y avait intérêt à faire de l'humanitaire, à apporter une aide pacifiante mais qui est en même temps une occupation politique. Vous allez reconstruire des dispensaires, des écoles mais en même temps vous allez intégrer les systèmes communautaires voir comment ils fonctionnent, vous allez pouvoir mettre en place des collaborateurs qui seront des maillons dans le cadre de cette aide civilo-militaire, et nous arrivons en Afghanistan pris entre ces deux feux donc nous ne sommes que quelques ONG à résister à cela mais nous sommes peu. Quand les forces civilo-militaires occupent ces régions, ils interdisent l'accès aux ONG car elles sont sous le contrôle de ces forces humanitairo militaires au nom d'une pacification. C'est impressionnant que nos capacités d'interventions vont être limitées par des gens qui exercent une autre forme d'humanitaire. C'est un vaste débat, mais l'humanitaire de demain est forcément pris entre ces deux éléments qui viennent nous doubler, et sur lesquels, il nous reste quel espace, vous allez me dire ?

Il nous reste l'espace de la dénonciation et de l'interpellation. Nous avons la chance d'avoir la capacité d'être libre de dire des situations de souffrance de population ou de mise sous tutelle de population... Nous avons là un espace militant réservé à l'humanitaire de demain, pour les quelques ONG qui pourront garder un espace de liberté.

**Philippe Descamps** : Merci. Encore un mot avant de vous donner la parole, je voulais simplement dire que nous avons invité un représentant du secours islamique qui n'a pas pu venir. C'était important pour nous, car le secours islamique est une grosse ONG aujourd'hui qui intervient notamment au Pakistan, et sur le Tsunami, on avait des questions pour elle, un journaliste de planète humanitaire devait venir, nous l'invitons à prendre la parole ainsi qu'à la salle,

**Question N°1 à Guy Caussé** : Quels sont les bailleurs de fond principaux que vous avez à MDM ?

Nous sommes autonomes à 60% de nos capacités financières grâce vous, les donateurs, 40 % sont couverts par des contrats, par des projets que l'on soumet soit à des gouvernements, pour l'Afghanistan, nous travaillons avec les gouvernements suisse et allemand, soit au ministère des affaires étrangères, (il n'y a plus de secrétariat à l'action humanitaire) ou alors soit à la communauté européenne. Nous avons des contrats avec l'UNICEF, avec le HCR...Nous avons des professionnels à Paris qui partent à la recherche de fonds, nous proposons librement des projets et nous les soumettons à différents bailleurs et nous voyons si les conditions sont acceptables. Par exemple, il existe plein de projets sur l'Afghanistan que nous n'avons jamais voulu traiter avec les Américains.

**Question N°2** : Avez-vous subi des pressions des bailleurs de fonds principaux?

Non simplement ils ont un immense regret de voir, nous sommes des ONG assez représentatives et quand la banque mondiale constate que nous ne voulons pas travailler avec eux, ils sont interpellés. Nous sommes capables de leur dire pourquoi, nous avons des volontaires géopoliticiens qui vont sur le terrain pour faire une analyse géopolitique de l'aide humanitaire nouvelle, par exemple de ce nouveau type d'aide humanitaire (étudiants de science politique ou autre) et qui nous permettent d'établir des dossiers structurés que l'on présente à la banque mondiale en leur disant pourquoi ils font fausse route. Par exemple par rapport à tout ce qu'on a déjà fait la banque mondiale a rectifié son tir par rapport à son approche de privatisation du système de santé en Afghanistan. En gros par ONG interposées, c'étaient la privatisation du système de santé alors que le système de santé existait en Afghanistan avant la guerre. Il existe un ministère de la santé avec des médecins qu'il suffit de former, avant les 23 années de guerre le système de santé fonctionnait

pas mal, pourquoi ne pas valoriser ce système de santé au lieu de le privatiser en sachant que la privatisation du système entraîne que « les pauvres soient plus pauvres, et les personnes qui ont les moyens puissent se soigner ». Nous en arrivons à des aberrations où des ONG vont participer à la paupérisation du peuple. Etonnant, mais nous avons la capacité de le dénoncer après l'avoir étudié.

**Question N°3 :** Faites vous l'effort de coordination avec les autres ONG qui essaient de travailler dans votre sens ?

Oui bien sûr, il est évident que sur le terrain par rapport au Tsunami, il y avait quotidiennement des réunions de coordination, pour savoir qui fait quoi ? Et Où ?

C'est très important et par exemple nous travaillons avec toutes les ONG françaises qui travaillent en Afghanistan pour une réflexion commune.

**Question N°4 :** Vous avez parlé de la tenaille dans laquelle évolue les ONG ? Aujourd'hui ne pensez-vous pas qu'à terme et c'est d'ailleurs inquiétant pour tous les étudiants qui veulent faire carrière dans l'humanitaire, que le néo libéralisme, engloutissent les ONG, pour faire purement et simplement des sociétés de prestations comme vous avez dit ?

**Guy Caussé :** je crois que c'est à nous de défendre nos valeurs qui ne sont pas compliquées, elles sont inscrites dans un seul texte = la déclaration universelle des droits de l'homme. Nous avons un terrain de combat avec une bible, tant qu'il y aura de la souffrance par rapport au respect de cette déclaration des droits de l'homme, nous avons matière à travailler. Il existe les ONG médicales, mais aussi des ONG qui agissent en terme de droit, le droit humanitaire international est une réalité qui n'existait pas il y a vingt ans. Par rapport au phénomène de la mondialisation, il existe toute une solidarité entre les ONG qui travaillent autour de cette problématique de la mondialisation, l'alter mondialisme qui s'est mis en place, je disais toujours qu'à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, il y a 2 mots qui ont émergé, le mot « humanitaire » et le mot « écologie ».

Le mot du 21 siècle c'est le mot « mondialisation », qu'en fera t-on de cette mondialisation ? Nous qui en sommes des acteurs au quotidien ?

**Question N°5 :** Vous nous avez dépeint un système de l'aide internationale que ce soit celle des particuliers ou celle des collectivités locales ou des états qui est un système directement fonction de la couverture médiatique, cela semble vrai en grande majorité. Il peut y avoir d'autres critères d'aide et de dons, quand je fais un don c'est sans attribution de zone géographique et je ne suis pas un cas isolé, en sachant fort bien que l'importance des besoins ne correspond absolument pas à la couverture médiatique et que des quantités de zones où les besoins sont énormes et qu'il n'existe aucune couverture médiatique et je pars du principe que les associations humanitaires connaissent un peu mieux les besoins, sans forcément les connaître complètement, mais les connaissent beaucoup mieux que les équipes de télévisions. En principe, je fais mes dons sans références de zones géographiques. J'ai quand même fait quelques exceptions ces derniers temps, je parlais, des deux cas que vous avez cités et je rajouterai un troisième cas, le tsunami, essentiellement l'Indonésie et la Thaïlande, selon mes critères c'étaient deux pays moteur dans l'établissement de zones exemptes d'armes nucléaires, qui jouent un grand rôle pour l'application du TNP (traité de non prolifération nucléaire pour toutes les régions du monde), par conséquent j'ai fait un chèque pas du tout symbolique. Pour le Pakistan , je sais très bien qu'il n'est pas signataire du TNP et qu'il possède 38 (à ma connaissance) têtes nucléaires, et je sais aussi très bien que le président actuel a dit que le Pakistan aura sa bombe atomique même si les pakistanais doivent je cite « bouffer de l'herbe », alors première réaction = rien du tout, deuxième analyse, je me suis dit quand même que le Pakistan était une dictature o\* les gens n'avaient pas eu leur mot à dire, dans la politique militaire de l'état donc j'ai quand même fait une chèque plutôt symbolique. Le troisième cas que vous n'avez pas cité qui est quand même la Louisiane, je me suis quand même rappeler que dans un volume d'armement mondial qui est à peu près d'un milliard de dollars, les Etats-Unis y sont pour la moitié, et je me suis quand même dit que j'attendrai que le gouvernement américain diminue un petit peu cette somme et alors on fera peut être un geste donc on peut avoir d'autres critères que celui de la couverture médiatique, voilà ce que je voulais dire.

**Philippe Descamps :** Merci de votre témoignage, j'ai une question à Guy Caussé puisque nous débattons sur le tsunami. Savoir si devant le flot de don, est-ce qu'il fallait arrêter par raison géographique, parce que lorsque l'on collecte des dons pour le tsunami on ne va pas nécessairement les utiliser ailleurs, je sais que tout le monde

connaît le point de vue de MSF, dire que l'on arrête car on ne pourra pas utiliser tout l'argent que l'on collecte, en revanche, on a besoin d'argent pour le Darfour, ou pour d'autres crises, vous, votre point de vue est inverse, Guy Caussé, ?

**Guy Caussé** : Je crois que MSF ayant été dépassé par les dons, comme c'est une ONG essentiellement urgentiste, ils ont dit « arrêtez là », cela peut se comprendre. Je pense qu'on ne peut pas arrêter la générosité, c'est quelque chose qui fait partie de chacun de nous quand elle se manifeste, il faut la gérer avec l'intelligence. Vous savez pour le Niger, ses 40 000 enfants qui crevaient de faim n'ont pas vu passer beaucoup d'euros. Nous, à MDM, on a toujours une clause qui dit que les donateurs veuillent bien accepter que l'argent soit redistribué sur des crises moins médiatisées, et en général, l'acceptation de cette clause de la part des donateurs ne pose aucun problème, vaut mieux vivre avec cette générosité, le monde étant assez égoïste comme ça...

**Question N°6:** Alexandra, je travaille actuellement pour l'ONG ACTED, je reviens du Pakistan.

J'étais au Pakistan la semaine dernière, j'ai été très choquée en rentrant en France de voir la sous-médiatisation de cette catastrophe quand on compare à la médiatisation qu'on a eue pour le Tsunami notamment.

J'ai vraiment du mal à comprendre en fait, j'étais coupée du monde quand j'étais là-bas donc je ne me rendais pas compte si on en parlait en France, en Angleterre ou ailleurs et quand je suis arrivée en France, j'ai regardé aussi les journaux étrangers anglais, américains, allemands – plus personne n'en parle.

Beaucoup de gens autour de moi ne connaissent pas l'ampleur de cette catastrophe. J'aimerais comprendre pourquoi une telle différence entre le Tsunami et le Pakistan alors qu'on sait que les conséquences du tremblement de terre au Pakistan vont faire certainement beaucoup plus de dégâts que le Tsunami n'en a fait.

**Philippe Descamps** : Moi j'aimerais profiter de votre témoignage pour vous en demander un peu plus.

Dites-nous les besoins que vous avez pu ressentir ce que vous avez vécu.

Faites-nous peut être un témoignage maintenant si vous le pouvez.

**Alexandra :** Le gros problème en ce moment, c'est le problème de logistique comme le tremblement de terre a eu lieu dans des zones très difficiles d'accès dans des montagnes entre 2 000 et 4 000 mètres d'altitude. Il y a des villages qui n'ont pas été atteints par les secours alors qu'on est à plus d'un mois du tremblement de terre.

On a du mal à organiser des convois par camions, les routes sont complètement détruites, il y a peu d'hélicoptères, le seul moyen est d'acheminer l'aide à dos d'animal ou à dos d'homme. Ce n'est pas évident étant donné que là, il reste à peu près une semaine – 10 jours – avant les grands froids d'hiver et qu'il commence à faire 0 °C et -5°C la nuit, quand on sait qu'il y a des gens qui n'ont plus rien, des villages sont détruits à 98 %, certains villages sont même complètement rayés de la carte, les gens n'ont plus rien.

**Philippe Descamps :** Merci, je pense que Bruno David va tenter de répondre à votre question, pourquoi une différence telle entre le Tsunami et le tremblement de terre au Pakistan ?

Nous avons évoqué des images qui ont été tournées au Tsunami et qui n'ont pas été tournées au Pakistan. Y a-t-il d'autres raisons ?

**Bruno David :**

Il y a déjà le simple fait qu'il y ait moins de touristes au Pakistan qu'il n'y en a sur les plages indonésiennes ou de Thaïlande. Je pense qu'il y a un phénomène que le point de vue de Monsieur expliquait d'une certaine manière tout à l'heure. Quand on fait de l'humanitaire, on n'intervient pas en prenant en compte un certain nombre de considérations géopolitiques, géostratégiques. On ne se pose pas la question de savoir quelle est la religion / la couleur de la peau de la personne que l'on soigne.

La problématique du Pakistan à l'inverse de l'Indonésie, c'est que sur le Pakistan, vous avez un arrière fond qui est absolument monstrueux qui est un fond médiatique récurant sur la problématique du Cachemire, sur les relations entre l'Inde et le Pakistan, sur les problèmes nucléaires, sur les problèmes religieux, sur les problèmes de terrorismes qui font que ça se résume en France par les choses suivantes : les gens feront des dons facilement pour soigner les gens en Afrique mais ne donneront pas un seul euro pour soigner des toxicomanes en France.

Va savoir pourquoi mais c'est comme ça, parce qu'un malheureux en France n'est pas le même qu'un malheureux à l'étranger.

Le phénomène Pakistanais relève aussi de cette problématique-là, c'est-à-dire que la capacité que les médias ont, à un moment donné de susciter de l'émotion part d'un fond qui est pratiquement un fond de commerce qui est capable lui-même de générer de l'émotion.

Ensuite, il y a les images c'est-à-dire il faut être capable de produire des images vite, rapidement et qui soient capables aussi de susciter de l'émotion, il y en a très peu, il y a très peu de moyens. Vous expliquiez aussi très bien la difficulté des secours sur place. On n'a pas parlé tout à l'heure quand on parlait de l'humanitaire et des militaires, de la problématique logistique des humanitaires qui est un véritable problème puisque quand il y a les militaires, il y a des capacités logistiques, quand ils ne sont pas là, il n'y en a pas. Action contre la faim a utilisé la totalité des hélicoptères français quand ils se trouvaient sur les plages indonésiennes. Je trouve la médiatisation des crises entre le Pakistan et le Tsunami dans la convergence d'intérêts, si vous essayez de comprendre où sont les intérêts des médias, où sont les intérêts des pays riches, les intérêts de pays pauvres et si l'un de ces trois éléments n'arrive pas en convergence avec les autres, il n'y a pas de médiatisation. Sur le Pakistan, vous pouvez prendre l'intérêt des pays riches, je parle de l'état Pakistanais comme l'intérêt des médias sur le Pakistan, il est nul, il n'y a pas d'intérêt à mobiliser l'opinion sur le sujet.

**Philippe Descamps** : Peut-être qu'on pourrait préciser parce que ce n'est pas nécessairement tous les médias, certains médias français comme par exemple la presse écrite a beaucoup écrit sur le Pakistan, il y a eu de gros dossiers dans plusieurs journaux notamment libération. Il y avait un appel de Salman Rushdie dans Libération qui était poignant.

C'est plutôt, quand vous parlez « médias », la télévision que vous ciblez.

**Bruno David** : C'est la télévision mais d'une certaine manière la presse écrite.

Ce que l'on voit dans les articles qui sortent aujourd'hui sur le Pakistan c'est « on n'arrive pas à mobiliser, on arrive pas à susciter quelque part l'émotion ou l'élan de générosité qu'il y a pu avoir pour le Tsunami » – ça c'est le point 1. On n'est pas dans un contact direct avec le public ou on dit : il faut agir, il faut intervenir comme on l'a fait pour le Tsunami où il n'y avait pas de débat, c'était : agissez et agissons.

Aujourd'hui sur le Pakistan, on est déjà au 2<sup>ème</sup> degré c'est : il faudrait que vous agissiez, ce qui n'est pas pareil. Ça, c'est un point fondamental. On parlait tout à l'heure de la collecte sur le Tsunami, moi je pense que trop de générosité tue la générosité et que si on est pas capable d'avoir un débat comme on n'a pas été capable de l'avoir en France sur « arrêtez les dons, arrêtez les appels à la générosité du public » on arrive à des résultats comme ça. On arrive à des résultats où il y a eu plus de 10 milliards qui ont été collectés pour le Tsunami alors qu'il en fallait 1.

Les Français ont donné 300 millions d'Euros toutes organisations confondues pour le Tsunami. Tous les pays se sont mobilisés donc vous vous rendez compte les sommes d'argent qui ont été mobilisées. Aujourd'hui, on sait que la totalité de ces sommes, on ne pourra pas les investir ni les remettre sur place, que les ONG doivent redemander à leurs donateurs de pouvoir ré-affecter une partie des dons puisque c'est obligatoire, et d'autre part, le débat devrait se porter aussi sur la responsabilité des ONG.

Est-ce qu'on attend d'une ONG qu'elle perce des routes, remette l'eau potable, l'électricité, remette les téléphones ou est-ce que c'est du ressort des états ?

Question qu'il faut se poser.

En Indonésie, en Thaïlande, au Sri Lanka, en Inde, les états étaient assez performants pour pouvoir intervenir assez rapidement. Or, il y a eu beaucoup de collectes de fonds par voie de médiatisation en nous disant il faut absolument remettre l'eau potable, l'électricité. Je pense qu'une ONG ne remplacera jamais VIVENDI ni des entreprises de ce type-là.

Sur le Pakistan le problème est là, il n'y a rien à dire sur le Pakistan c'est ça qui est monstrueux, c'est qu'il n'y a rien à vendre.

**Philippe Descamps :** L'un des éléments du débat qui est apparu à partir du Pakistan, c'est l'utilité d'un fond international d'urgence qui permettrait de mobiliser des capacités financières puisqu'on voit que les tours de table intergouvernementaux ne sont pas à la hauteur des besoins. Je ne sais pas comment ça a émergé à partir du Pakistan, c'est un débat qui est pourtant ancien et qui n'a jamais eu l'honneur des médias.

**Bruno David :** Je suis profondément choqué quand on voit la débauche de mobilisation qu'il y a eu pour le Tsunami. Koffi Annan a appelé la totalité des chefs

d'état à faire des dons, les états se mobilisent, etc... Je ne comprends pas aujourd'hui avec la mobilisation financière qu'il y a eu de par le monde qu'on ne soit pas capable d'attribuer sur ces sommes d'argent de fait, de l'argent pour le Pakistan. Je ne comprends pas qu'on soit aujourd'hui obligé de se dire, il faut encore mobiliser l'opinion pour essayer d'avoir des donateurs individuels, de l'argent, pour intervenir au Pakistan. La question c'est « que font les états, que fait l'ONU ? ». C'est ça, la question qui se pose aujourd'hui. On dit les ONG ceci, les ONG cela. Madame expliquait tout à l'heure très bien : on est dans une configuration géographique qui est extrêmement compliquée. On ne peut intervenir qu'avec des hélicoptères, des avions, ça va prendre du temps. La question, c'est que les ONG ne pourront pas répondre à cette problématique là, même si on envoie des centaines de milliers d'euros, je ne vois pas en quoi cela réglerait le problème d'acheminement de la nourriture ou des infra-structures / hélicoptères. Maintenant c'est « que font les états ? » Là, le problème se pose or les journaux n'en parlent pas. Les journaux parlent de : pourquoi on ne se mobilise pas, pourquoi on n'arrive pas à créer un élan de générosité aussi important que le Tsunami qui est sous-jacent puisque ce que je vous expliquais tout à l'heure dans les hit parades humanitaires c'est qu'aujourd'hui comment vous raisonnez ? Vous raisonnez par rapport à la 1<sup>ère</sup> place du classement et la 1<sup>ère</sup> place du classement, c'est le Tsunami. Tout ce que vous allez voir dans les crises qui vont arriver aujourd'hui va se faire en comparaison du Tsunami. « Combien de morts, 300 000 pour le Tsunami, 10 000 là, pff petit joueur » et ça, c'est un véritable problème et le degré de responsabilisation que l'on met sur l'opinion publique en disant : pourquoi vous ne vous mobilisez pas moi me choque parce que les médias s'ils prenaient leurs responsabilités en tant qu'acteurs, devraient se poser la question aujourd'hui : pourquoi les états n'interviennent pas.

**Philippe Descamps** : Alors pourquoi les états n'interviennent pas ?

**Bruno David** : Je rajoute aussi, comme ça j'aurais peut être la réponse à ma propre question, c'est que les agences de l'ONU comme l'UNICEF qui font appel à la générosité du public et qui ont reçu énormément d'argent, sont elles-mêmes déjà financées par l'état donc ont-elles aussi besoin de faire appel à la générosité du public ?

**Marie Héléne Corday :** Je travaille à la délégation humanitaire et je suis la correspondante ASIE / OCEANIE.

Je n'y suis pas depuis très longtemps, je n'ai pas une longue expérience de l'action humanitaire en elle-même. Je suis diplomate de formation et j'avais pris mes fonctions depuis à peu près 4 mois quand le Tsunami est survenu et j'étais d'astreinte donc la 2<sup>ème</sup> réveillée par cette catastrophe.

Quand vous demandez à propos du Pakistan : que font les états ? Je voudrai simplement que vous précisiez si votre question c'est « est-ce que les états doivent mobiliser l'opinion ? » ou « est-ce que les états doivent se mobiliser ».

**Bruno David :** Est-ce que la France qui produit des hélicoptères, qui a beaucoup d'hélicoptères y compris dans la zone géographique ou pas loin fait-elle tout ce qu'elle peut faire ou ne fait-elle pas tout ce qu'elle pourrait faire ?

**Marie Héléne Corday :** Elle a fait beaucoup sur le Pakistan, beaucoup dans la mesure de ses moyens. A l'heure actuelle et bien mon service n'a malheureusement plus tellement de crédits pour intervenir dans ce type de crises. Nous en avons cette année géré beaucoup.

Beaucoup en importance financière, c'est-à-dire le Tsunami lui-même qui n'en finit pas de nous réclamer des efforts et des contributions financières. Les Français ont été très généreux mais quand on dit que le Tsunami a mobilisé, je voudrais introduire des nuances. Le Tsunami a mobilisé sur certains pays mais moi qui gère tous ces pays, je peux d'ores et déjà vous dire que les Maldives sont oubliées. Les ONG ne sont pas dans les Maldives, c'est la Croix Rouge qui intervient directement pour apporter l'aide dans ces îles et leur situation est catastrophique. L'économie des Maldives est en totale récession. A l'intérieur des pays sinistrés par le Tsunami, il faut introduire des nuances. C'est le 1<sup>er</sup> point. Ensuite, le Pakistan mobilise puisque là, le Ministre des Affaires Etrangères se rend à la Conférence des bailleurs qui a lieu le 19 novembre donc c'est après demain. Effectivement, les états se mobilisent et essaient de couvrir.

**Philippe Descamps :** Je vous l'ai rappelé tout à l'heure, pour le Tsunami en une journée, on a rassemblé 1 milliard de dollars. Pour le Pakistan, ça fait 1 mois et demi et on en est à peine à une 1 centaine de milliers de dollars.

**Marie H el ene Corday** : Est-ce que c'était la date, est ce que c'étaient les fêtes de Noël. Il y a eu beaucoup de témoins étrangers, beaucoup d'étrangers touchés donc beaucoup de témoignages. MSF essayait depuis des mois par exemple de mobiliser sur la crise alimentaire au Niger. On peut parler aussi de la crise alimentaire en Ouganda, on gère sans cesse la crise au Darfour. Et on n'arrivait pas à mobiliser, MSF n'arrivait pas à mobiliser, MSF s'est servi de notre forum du 15 juin, 6 mois après le Tsunami pour re –mobiliser au cours de ce forum sur le Niger. Le Pakistan n'est malheureusement que dans la presque tradition de crises qui ne mobilisent pas. Le Tsunami c'est un phénomène exceptionnel.

**Philippe Descamps** : Mais est-ce que le rôle des  tats n'est pas d'intervenir là ou la générosité n'existe pas ou peu ?

**Marie H el ene Corday** : Les  tats de toute façon se mobilisent. Je ne sais pas si ils pallient à l'aide priv e, à la carence de l'aide priv e. Le doivent –ils ? Tout dépend des accords et des relations diplomatiques qu'ils entretiennent de pays à pays, c'est effectivement presque au cas par cas que tout à se fait. Nous, on intervient sur des situations d'extrême urgence mais nos moyens sont dérisoires donc on ne peut qu'inviter l'aide priv e à se mobiliser, on ne peut qu'inviter les médias à mobiliser aussi cette aide priv e mais on ne peut pas suppléer à tout.

**Philippe Descamps** : Dernière question pour revenir au thème de la journée c'est-à-dire Médias et Humanitaire, beaucoup de gens qui travaillent sur les médias pensent que l'agenda politique contribue beaucoup à l'agenda médiatique. Du point de vue de l'humanitaire, est-ce que vous pensez qu'un état peut avoir un rôle à jouer de ce point de vue là ? Pour faire plus simple, vous dites au Ministre des Affaires Etrangères que s'il va à Islamabad, on a des chances que les médias s'intéressent d'avantage au Pakistan, etc...

**Marie H el ene Corday** : Je ne pourrais pas répondre mais tout dépend aussi de son charisme personnel et de ses relations avec les médias. Je ne sais pas si Monsieur Douste Blazy emmène 60 journalistes dans son avion je suis, sur un plan privé, bien plac e pour parler de la crise des banlieues et je peux vous dire qu'il y a un traitement des Ministres très diff rent par les médias. Monsieur Le 1<sup>er</sup> Ministre vient

en Seine Saint Denis en toute discrétion et le Ministre de l'intérieur vient accompagné de 60 journalistes.

Dites – moi pourquoi ?

**Bruno DAVID** : Sans faire de procès du tout à l'état français, je faisais plutôt allusion à l'ONU c'est-à-dire la capacité que les états et les nations ont pu avoir de se regrouper, de financer cette institution qui elle-même a des agences spécialisées dans l'action humanitaire UNHCR, UNICEF et autres qui disposent aujourd'hui de fonds conséquents et qui ont fait appel de façon très conséquente lors du Tsunami et qui ont un mandat pour intervenir en cas de crise et qui disposent de moyens dont les ONG ne disposent pas : hélicoptères, avions, etc...Donc je trouve toujours pernicieux, ce qui nous renvoie toujours au débat du départ, c'est-à-dire du fait que les Etats, les Nations et les populations attendent tout et trop quelque part des ONG en pensant que dès qu'une crise apparaît, Messieurs, Mesdames les humanitaires à vous de jouer. Or, ce n'est pas comme ça que ça se passe ce serait trop simple. Le fait qu'il y ait des ONG avec des particularités, des philosophies, avec des systèmes d'action qui leur sont propres n'émergent pas aujourd'hui. Le débat a légèrement émergé entre MSF et Action Contre la Faim sur l'urgence et le développement durable mais c'est un tout petit point de débat qui mériterait vraiment d'être développé. Dans le cadre de ce que l'on voit aujourd'hui avec le Pakistan, c'est personne ne voit qui devrait intervenir, les ONG qui sont sur place essayent de faire ce qu'elles peuvent. La problématique, c'est que c'est l'ONU elle-même qui devrait intervenir en 1<sup>er</sup> chef, c'est-à-dire : mobiliser, que les politiques de l'ONU se déplacent directement et essayent de mobiliser comme ils l'ont fait pour le Tsunami. Là on ne les voit pas. Ça, je pense que c'est un problème de mobilisation.

**Philippe Descamps** : Je rajouterais cet élément : la constitution d'un fond international permanent d'urgence qui serait alimenté en amont des crises. Est-ce que ce sont des choses qui avancent ou pas ?

**Marie Héléne Corday** : Oui de toute façon, il y a, par exemple, au travers du système de l'Union Européenne, un système permanent pour le financement des crises à travers ECHO et qui fonctionne dans la discrétion. ECHO est très mobilisé sur le Pakistan, il a d'ailleurs tout récemment augmenté sa participation, son aide

financière et la France contribue dans le cadre d'ECHO à hauteur de 17 % au financement de cette crise.

**Guy Caussé :** Je voudrais rendre hommage à ECHO en effet qui, dans le système de gestion des crises, est toujours là pour nous appuyer dès qu'on fait une proposition. Il est à notre disposition et a été fidèle en terme d'engagement. La France participe donc au financement d'ÉCHO.

**Questions de la salle :** Il y a une vingtaine d'années, il n'y avait pas forcément des ONG qui étaient reconnues. Or à l'époque, il y avait des groupes qui s'appelaient SOS Villages de France et du monde. Après la guerre d'Indochine, Handicap International et d'autres dont je fais partie. Et quand vous envoyez mensuellement ou annuellement de l'argent à ces groupes, par exemple Handicap International, si j'envoie annuellement de l'argent qui correspond à 3 jambes artificielles pour des enfants qui ont sauté sur des éléments américains dans la campagne d'Indochine, à ce moment là, je reçois les photos des enfants qui ont été remis en état et je deviens « parrain » de telle sorte que nous voyons très bien que l'argent que nous donnons sert à quelque chose et nous avons des éléments très positifs.

**Philippe Descamps :** Vous vouliez témoigner de l'intérêt de concrétiser, de matérialiser ?

**Dans la salle :** Absolument, pour SOS Village, c'est la même chose, il y a des SOS Village que l'on forme avec des mères adoptives, il y en a en France parce qu'il y a aussi des problèmes en France, il y en a à Madagascar, au Viêt-Nam, il y en a un peu partout dans le monde et donc on sait exactement à quoi sert notre argent.

**Question :** Michelle Martin, je suis de l'organisation Amitié Franco Afghane et je voudrais revenir sur la question de Guy Caussé. C'est la question de l'intrusion de l'armée dans l'humanitaire puisqu'en Afghanistan, on est confronté à cette situation et à la confusion que cela provoque d'une part chez la population qui un jour subit les dégâts collatéraux par des bombardements de village et le lendemain voit un détachement de gradés lui proposer un dispensaire où elle veut.

Autre exemple que nous avons vécu : la population qui va être perturbée culturellement parce que tout d'un coup, l'armée apporte 6 ordinateurs dans un lycée où il n'y a pas l'électricité. Ce qui est grave, c'est que chez les militaires, ça fonctionne par rotation, ils restent en gros 6 mois et puis ensuite ils s'en vont. Cette confusion nuit aux humanitaires de terrain qui eux restent et donc après les mêmes qui ont vu défiler ces propositions de l'armée vont dire : voilà, on a des ordinateurs soit on s'en sert, soit à quoi bon – alors pourquoi l'armée est elle venue nous proposer des ordinateurs ? On a quand même conscience aujourd'hui que l'urgence ce n'est quand même pas d'installer des ordinateurs dans un pays qui est en train de recommencer à scolariser ses enfants à l'école primaire. Il y a là, un manque de respect pour la dignité des gens, il y a une inefficacité totale parce que les ordinateurs évidemment ne marcheront jamais et enfin, il y a un trouble dans la population et je dois dire qu'on l'a ressenti. Je suis allée en Afghanistan en 2002 et en 2004. En 2002, l'idée de l'humanitaire était encore simple pour les gens. Quand je dis les gens, c'est la population, les gens qui fréquentent l'école puisque nous nous occupons essentiellement d'école.

Aujourd'hui, on voit dans les conversations qu'on a avec les mêmes, l'idée qui vient - mais quelle idée ont-ils derrière la tête, si ils nous font ça, pourquoi est-ce qu'ils le font ? Par exemple, si on fait une route, cette route est ce que c'est vraiment pour nous ou est-ce que ça va être pour favoriser l'accès de l'armée dans un secteur ou elle n'avait pas accès ? Moi, je pense qu'il y a une terrible ambiguïté et ce qui me gêne maintenant, en France, c'est que je vois les publicités de l'armée française.

Les publicités de l'armée française, c'est : entrez dans l'armée pour accomplir les missions de paix. Et je pense que pour les jeunes, c'est grave d'avoir ce type de confusion.

**Marie Héléne Corday** : Mon service travaille en liaison étroite avec le Ministère de la Défense et le Ministère de l'Intérieur. Nous envoyons des pompiers et des secouristes en urgence donc ceux du Ministère de l'Intérieur et effectivement la défense nous octroie ses moyens logistiques qui se sont avérés particulièrement nécessaires lors du Tsunami en Indonésie et à l'heure actuelle, l'OTAN a établi un pont qui permet quand même d'acheminer tout le fret humanitaire et les humanitaires eux-mêmes sur la zone sinistrée au Pakistan.

Le hasard de la vie a fait que j'ai eu à vivre une chose qui est une des plus grandes catastrophes au Maroc, le tremblement de terre d'Agadir. Il se trouve que je suis fille d'officier et que cet officier a mené les opérations de sauvetage dans la Médina d'Agadir. Je voudrais donc rappeler à cette occasion que l'humanitaire auparavant était parfois et même assez souvent le fait de l'armée. Alors pour l'Afghanistan, certes des erreurs peuvent être commises, il y en a toujours, vous avez des individus incontrôlables avec des missions qu'ils élargissent ; il y a des aberrations mais on en a fait également au titre de l'aide au développement en Afrique. On a su construire des Universités perdues en plein désert qui n'ont servi à aucun étudiant au Sénégal et c'est effectivement le fait de l'état français mais je ne crois pas qu'on ait un désir de conquête de l'Afghanistan et que nous sommes en train de tracer des routes pour conquérir le pays. Je pense que l'intention est quand même de lui apporter son aide et qu'il est très difficile d'intervenir dans ce pays qui connaît, comme on vient de le voir, encore des attentats qui mettent aussi parfois les responsables des ONG en grand danger. MSF s'est retiré, après avoir perdu 5 médecins, c'est quand même énorme donc que faut il faire ? Peut être, effectivement les militaires n'ont peut être pas raison de défiler en tenue mais je ne pense pas quand même que la population ne soit pas en mesure de comprendre où se trouve aussi l'aide qui lui est apportée.

**Guy Caussé :** Une petite réponse à deux niveaux, d'abord c'est que les Afghans comprennent très bien les situations politiques si il voient ces forces humanitaro-militaires un peu trop les encombrer, ils vont faire comme ils ont fait avant, c'est-à-dire les Russes, ils les ont mis dehors, les Anglais, ils les ont mis dehors et un jour je pense que les Américains, ils les mettront dehors aussi. Ensuite, nous en tous les cas, à Médecins du Monde, on est rentré sur un lobbying pour dénoncer en effet cette confusion entre le militaire et l'humanitaire et que l'Etat français nous a entendu puisqu'il n'y a pas de soldats français dans le cadre – alors il y a des forces d'intervention – mais dans le cadre de ces éléments de reconstruction de force humanitaro-militaire, il y a juste les anglais et les américains qui pratiquent ce genre de choses mais les français, pour l'instant, ne sont pas rentrés dans cette logique. On a essayé de montrer à l'état français les dangers d'une telle politique car il faut que chacun fasse son travail. Nous, les humanitaires, on sait faire le nôtre, que les militaires fassent le leur mais pas les deux à la fois.

**Question :** Sur le même sujet, si Madame est fille d'officier, moi je suis ancien officier depuis quelques mois. J'étais en Afghanistan et depuis 20 ans, j'ai participé quasiment à tous les conflits qu'on a pu connaître dans le monde.

Je suis de l'avis de Monsieur Caussé, je suis de l'avis de Monsieur Bruno David et je suis de l'avis de Madame qui représente une organisation humanitaire : j'ai vu depuis 20 ans un glissement progressif de cette image du militaire parce que les militaires y trouvent un avantage et Monsieur Bruno David l'a dit tout à l'heure. Or, c'est particulièrement vrai chez les américains à tel point qu'au mois d'octobre 2001, après le 11 septembre, l'opération « paix immuable » a été mise en place le 7/10. Pour la première fois, dans un état major américain, à Demba en Floride, il y avait au sein de l'état major, des représentants d'organisations humanitaires. Ça n'a pas du tout marché et pourquoi, simplement les uns et les autres, sont des mondes complètement différents qui se méfient les uns des autres, c'est évident. Les militaires disaient, en ayant des organisations humanitaires à l'intérieur de l'état major, on peut leur donner des informations sur les opérations et comme ça leur dire ou aller et ne pas aller et à l'inverse les humanitaires ont leur propre mode d'action qui n'est pas du tout le même. Ils se méfiaient en quelque sorte des gens avec qui ils travaillaient qui ne leur donnaient pas les informations dont ils pensaient avoir besoin.

J'ai été en Afghanistan, il y a encore quelques mois ou quelques trimestres et trop de militaires tue l'humanitaire.

Chacun a son propre métier et il y a une confusion des genres en plus pour les américains il y a ce fameux prosélytisme.

**Philippe Descamps :** Ce sera le mot de la fin de ce premier débat, on va faire une pose d'une dizaine de minutes, je suis désolé pour ceux qui ont voulu s'exprimer mais ils pourront s'exprimer tout à l'heure.

### **Les crises oubliées : Tchétchénie, Darfour, Afghanistan, Niger**

**Pierre Micheletti :** Catastrophes naturelles, conflits internes, conflit international, on peut également qualifier ces crises par l'ampleur des dégâts et en particulier par le nombre de personnes qui sont concernées. Mais on a bien également le sentiment que la notion de crise est une définition polymorphe, complexe, et qu'on peut à la fois

qualifier de zone de crise le Niger, le Pakistan, la Birmanie ou l’Ethiopie dans lequel on a des signes de plus en plus aigus d’une détérioration de la situation sociale et politique.

Autre problème de définition sous jacente à cette table ronde « oubliées par qui » ? Par les médias et lesquels – médias occidentaux en l’occurrence mais quel regard portent les médias dans les pays dans lesquels surviennent ces crises sur la façon dont nous traitons en Europe Occidentale les évènements qui les concernent. Une des interventions aura ce point de vue. Oubliées par l’opinion publique occidentale, oubliées par les intervenants humanitaires et lesquels ? Donc on voit bien que toutes ces questions sont intriquées. Avant de laisser la parole à nos intervenants, quelques considérations liminaires. Le couple médias – humanitaire, couple complémentaire et ambivalent. Les médias ont besoin des humanitaires pour différentes raisons, il arrive que les humanitaires révèlent encore des terrains de crise et des situations aiguës. Les médias et les journalistes sur le terrain ont souvent recours aux humanitaires dans une dimension logistique / hébergement / utilisation des moyens de télécommunication et les médias ont également besoin des humanitaires car ils sont détenteurs d’information spécifiques, en particulier dans le champs de la santé parce que ce sont les humanitaires qui, au contact des populations sont les plus à même d’avoir de l’information de première main sur le nombre des blessés, nombre de morts, nombre de personnes concernées par une pathologie. Autant d’informations objectives dont les médias peuvent avoir besoin mais les humanitaires sont aussi en situation d’observation et de proximité par rapport à des populations qui souffrent et l’intervention du journaliste de Télérama qui parlera du Niger aura certainement l’occasion de pointer combien il arrive que les médias utilisent cette proximité avec les victimes pour des fins de médiatisation ou de sensationnalisme. Mais les ONG ont également besoin des médias et c’est que qui fait toute la complémentarité et la complexité des relations. Elles en ont besoin parce qu’il arrive, bien entendu, que certaines situations de crises soient révélées par les journalistes, que les humanitaires utilisent les médias et les journalistes comme une véritable stratégie, au moins à deux niveaux. Ils utilisent les médias parce qu’attirer l’attention des médias et de l’opinion publique internationale sur une population en danger c’est en complément de l’action de soins ou d’intervention directe auprès des populations, c’est dans une certaine mesure conférer une forme de protection à ces populations en les mettant sous les projecteurs de l’actualité et de la presse internationale donc

c'est une véritable stratégie qu'utilisent régulièrement les humanitaires à travers les liens complexes qui les unissent aux journalistes. A travers cette interpellation, il y a un deuxième choix stratégique, c'est que dans la plupart des situations, les humanitaires interviennent avec des moyens modestes. Je prends souvent l'exemple de ce qu'est le budget d'une principale ONG humanitaires médicale française qui est de plus de 100 millions d'euros, c'est le budget de l'hôpital de Vichy donc on mesure bien qu'il y a dans l'interpellation des médias, une stratégie qui vise à une démultiplication de l'aide internationale en mobilisant des mécanismes qui font appel à des organismes onusiens ou à des interventions de politique multilatérale qui vont en déclenchant la solidarité internationale institutionnelle, démultiplier et augmenter considérablement le volume de l'aide qui parvient aux populations bénéficiaires. Et puis les humanitaires ont également besoin des médias pour des raisons de notoriété.

Alors dans cette notoriété, il n'y a pas qu'une préoccupation narcissique, il y a aussi le fait que plus une ONG est connue, plus il lui sera facile d'aller à la recherche de financement auprès de l'opinion publique. Ces financements qui viennent de donateurs privés sont très importants pour les associations car ils sont des recettes qui sont les plus faciles à utiliser avec la plus grande liberté ce qui n'est pas toujours le cas des financements institutionnels.

Donc en toile de fond de cet atelier, différentes questions sous-jacentes :

Pourquoi a-t-on le sentiment qu'il y ait un traitement parfois différentiel de l'information ?

Quels sont les mécanismes et les mobiles qui conduisent à une gestion différente des situations de crise, est-ce qu'il y a des intérêts économiques, des intérêts géopolitiques, y a-t-il des difficultés d'accès que ces difficultés soient d'ordre géographiques, politiques ?

Peut-on parler à contrario de crises fabriquées, médiatisées ou y a-t-il des différences de capacité d'empathie de notre société civile, de notre opinion publique selon la nature des crises et selon la nature des populations concernées par ces drames sur le terrain.

Pour répondre à ces différents types de questionnement sur à la fois les liens complexes entre « médias et humanitaire » et à la fois sur qu'est ce qui concourt à faire qu'une crise est une crise oubliée. 4 interventions.

Je passerai successivement la parole à Nicolas Delesalle qui est journaliste à Télérama, ensuite Anna Politkovskaïa qui est journaliste Russe, ensuite une intervention de Mylène Sauloy qui est documentariste et enfin je cèderai la parole à Joseph Dato.

**Nicolas Delesalle :** Bonjour, je suis journaliste à Télérama et je vais vous parler du Niger. J'y suis allé en septembre, deux mois après le rush médiatique que vous avez dû suivre en juillet et en août pour savoir comment s'était passée cette couverture médiatique, pourquoi on en avait pas parlé pendant 8 mois. Je vais commencer par une anecdote, à quelle heure meurent les enfants ? Qui va mourir ce soir ? C'est à ce genre de questions que les médecins de MSF ont eu à répondre en juillet quand tous les journalistes étaient sur place pour être présent au moment où il va se passer un drame, pour pouvoir l'enregistrer parce qu'il savent que c'est seulement dans ce cas là qu'il va y avoir une réaction. C'est juste une anecdote pour vous donner l'état d'esprit général. La crise au Niger elle a été complètement prévisible, même prévue, elle a été annoncée par le programme alimentaire mondial dès octobre-novembre 2004.

Simplement à ce moment là, au Niger il y avait des élections présidentielles qui se préparaient pour décembre 2004 et juste après il y a eu le Tsunami qui a magnétisé toute l'aide internationale et les médias ce qui fait que personne n'a réagi. Il y a eu un appel au don, bailleurs principaux la France et l'Union Européenne, qui n'ont pas réagi. En février, il y a eu un deuxième appel de fonds, pas de réaction. MSF avait sur place un centre qui enregistrait 3, 4 fois plus d'entrées d'enfants malnutris, il en a fait part à la presse, pas de réaction. Il a fallu attendre le mois de mai pour qu'une première chaîne se décide à réagir, cette chaîne c'est Al-Jazira qui a fait un reportage et a immédiatement déclenché la réaction de la Lybie, du Maroc et de l'Arabie Saoudite qui ont envoyé de l'aide à ce moment là. En occident, rien du tout, absolument rien. MSF a fait deux communiqués de presse et le 29 mai une conférence de presse, cette fois ci la salle était comble et les médias ont réagi. Quand je parle des médias, il y a une vraie scission entre la presse écrite, la radio et les médias audiovisuels. Les radios ont couvert la crise, la presse a couvert la crise mais sans aucune réaction derrière et je vais aller plus loin, la Télévision a couvert la crise. France 2 tardivement au mois de juin a diffusé le jour même de l'ouverture du G8 un reportage de 4 minutes sur ce qui se passait au Niger. Sans rien déclencher,

absolument rien. Pourquoi ? A mon analyse parce que c'est un sujet équilibré, un sujet d'analyse qui tentait d'expliquer les causes de cette crise. Après, pourquoi d'un seul coup dans cette zone où il n'y avait pas eu un seul journaliste pendant 8 mois là il y en avait 40 – 50. Il faut imaginer un centre de soins avec 60 enfants en train de mourir et 40 journalistes qui font la queue pour rentrer chacun leur tour pour faire des images.

**[Nous nous excusons de ne pas pouvoir vous transmettre l'intégralité de la 2<sup>ème</sup> table ronde car un problème technique survenu au moment de la prise de son a provoqué la perte d'une partie des enregistrements.]**

### **3<sup>ème</sup> table ronde : les médias et l'humanitaire quel rôle dans l'information ?**

**Bruno David** : Je vous présente les intervenants de cette table-ronde : Christine Crifo, vice-présidente du Conseil Général de l'Isère et chargée de la coopération décentralisée et des Droits de l'Homme, Benoît Miribel, directeur général d'Action contre la Faim et membre de la commission nationale consultative des Droits de l'Homme depuis 1998, Natalie Nougayrède, Correspondante du Monde à Moscou, correspondante en Tchécoslovaquie pour Libération et la BBC et puis dans le Caucase pour Libération et RFI en 1991 et a reçu le 67<sup>ème</sup> prix de la presse écrite en 2005, Anna Politkovskaïa qui vous a déjà été présentée tout à l'heure, ainsi que Mylène Sauloy, Lida Yusupova, avocate tchéchène, lauréate en 2004 du prix Martin Ennals pour la Défense des Droits de l'homme, Coordinatrice du Bureau Mémorial, organisation russe de défense des Droits de l'homme se consacrant au recueil des témoignages des victimes à Grozny.

On a aujourd'hui accès à de multiples sources d'informations grâce aux nouvelles technologies mais aussi à la capacité que nous avons dans nos pays à accéder à des médias de masse, presse et télévision, internet, la radio, le cinéma et paradoxalement, on a l'impression que ce surplus d'informations nous met dans une position de mal-information. J'aurai bien aimé que l'on puisse traiter de ce problème là, d'autant plus que le film que nous avons vu tout à l'heure, montre la réalité entre l'information brute, difficile à supporter et ce que l'on voit dans les journaux télévisés. Donc Mylène a dit 2 choses auparavant : « Je fais de la résistance, je me bats et j'évite la distorsion de l'information » et j'aurais aimé qu'elle se ré-exprime sur ce sujet là. Ensuite j'aurais aimé qu'Anna Politkovskaïa revienne sur ce qu'elle a dit, une

chose très très forte : « On a pas seulement perdu la guerre mais on a perdu la guerre de l'information »

**Mylène Sauloy** : La question qui me hante « pourquoi je fais de l'information ? » On espère que ça va faire avancer la cause des droits de l'homme, on espère que ça va faire avancer les possibilités d'interventions humanitaires , des choses au premier degré, ensuite on espère qu'on va réussir à faire activer des leviers politiques c'est-à-dire créer une conscience collective qui fasse que cette puissance collective puisse agir sur les élus, et que cela puisse avoir des répercussions politiques, Moi j'ai fait un choix militant que j'assume, c'est de dire que je ne veux pas travailler sur l'horreur mais sur la dignité, c'est-à-dire que dans le cas d'un conflit, essayer de retrouver ce qui fait qu'un homme reste debout, digne pour que quand on s'intéresse à un conflit les mécanismes de solidarité, les envies d'intervenir, d'agir, viennent du respect et non pas de la compassion, viennent d'une forme d'admiration, d'une connaissance, c'est cela que j'appellerai la résistance. Moi j'essaie de travailler sur tous les phénomènes de résistance sous toutes leurs formes. Avant de parler de distorsion, je suis déjà venue ici plusieurs fois, je suis très touchée de cette continuité qu'il y a, il y a des films qui sont passés ici, un sur une troupe d'enfants danseurs en Tchétchénie, l'année suivante, je suis revenue, avec un film qui est un amas d'horreurs tournées pas des soldats russes, qui est une analyse, une enquête, sur les survivants de 100 prisonniers arrêtés en Tchétchénie promis à une amnistie et massacrés. Pourquoi on en arrive là ? On est dans une idée tous autant qu'on est, que ce qu'on fait ça sert à quelque chose, on essaie de rester modeste, tout en sachant que ça ne sert pas à grand-chose, surtout qu'on fait prendre des risques aux gens. Moi j'ai une vraie angoisse devant les peuples qui disparaissent, sur un bout d'humanité qui est entrain de disparaître, cela crée des envies de trouver des mécanismes d'urgence pour que cela serve à quelque chose. La Tchétchénie est un cas d'école car cela fait 10 ans que cela dure, ils ont perdu 20% de la population, cela commence à ressembler à un génocide, en tout cas à de l'extermination, et pourtant aucun mécanisme politique n'est mis en place, c'est de pire en pire. L'Europe est de plus en plus loin de chercher des solutions politiques à tous cela.

Face à cela, il y a une espèce de surenchère que j'ai ressentie également dans l'humanitaire, j'ai vu récemment des campagnes d'affichage, faisant appel à des dons, que j'ai trouvé très lourdes, très culpabilisatrices, porteuses d'un message qui

pour moi, n'est pas le bon « tenter de culpabiliser les gens sur l'horreur, de choquer pour ramasser du fric ». Quand on est angoissé comme cela, on risque cette surenchère, j'ai fait ce deuxième film, qui était le film de l'impuissance, du désespoir. Cela ne vous suffit pas qu'on soit face à un peuple debout qui a une force, une culture et qu'on soit entrain d'assassiner, alors je vais vous montrer comment on les assassine, voila les images de l'horreur. Ca n'a pas plus de portée, ce sont les problèmes d'éthique que cela pose. Moi je pense que d'une manière ou d'une autre tout peut être montré, cela dépend de la contextualisation de ces images, cela dépend si on peut en parler, si c'est anonyme devant la télé entre la salade au chou et le coucher des enfants, ou si ça fait sens à un moment ou on peut comprendre, se recueillir, assimiler ce qu'on voit, il y a plein de choses qui font qu'on pourrait montrer des images.

**Bruno David** : Dans le film, nous avons vu la journaliste se demander si cela servait à quelque chose et qui a laissé sa caméra pour monter cet orphelinat. La question que j'ai envie de vous poser : est-ce que cela sert encore à quelque chose ?

**Mylène Sauloy** : Je voulais en arriver là, et vous dire que d'abord, quand vous balancez cela, on se fait violence, éthiquement parler des Tchétchènes comme un tas de cadavres, ça ne me va pas du tout, de se dire que c'est pas ça qui faut faire et que je finis par le faire quand même et que ça passe à la télé, et que la télé c'est pas de l'info mais n'importe quoi, il en reste un malaise, une douleur, et la question, c'est, (j'ai eu l'occasion d'en parler à mémorial en récupérant des images avec des Tchétchènes), ils filment leur cadavre, ils prennent des photos, des détails insensés sur l'horreur, comme pour vous cracher à la gueule, « vous voulez pas comprendre, vous voulez pas comprendre ce qui nous arrive.... »). Qu'est ce qu'on fait avec tout cela ? Nous, citoyens impuissants méritent-on de recevoir cela, peut-on faire quelque chose avec ça, est-ce que ces images d'horreur ne sont pas plutôt faites pour des politiques, des humanitaires qui peuvent chercher des mécanismes d'intervention, pour des juges, pour des tribunaux, pas pour le grand public mais en même temps, on a l'impression qu'on répète sans arrêt les choses. Si vous ne faites pas les 6 chaînes au 20 heures, la Tchétchénie n'existe pas politiquement, elle existe comme un épiphénomène un peu gênant qui fait un malaise, mais elle ne veut pas être un levier politique. Pour finir, je ne sais pas ce qu'il faut faire franchement, je ne sais

pas. A la fin de cette expérience, je ne sais plus ce qu'il faut faire pour avoir l'impression que ce qu'on fait, ça pourrait servir à quelque chose.

**Bruno David** : Merci Mylène, on verra tout à l'heure avec Christine Crifo comment l'information peut être un levier pour les politiques. Anna, j'aurai aimé traiter du point suivant : quand on fait référence à la presse dans nos pays, on a l'habitude de comparer la presse des autres pays à celle que l'on connaît dans son propre pays. A savoir qu'on a l'impression que la presse est plus ou moins libre, elle est relativement abondante, on a accès à plusieurs chaînes de télévision, or les tchéchènes ont seulement accès aux médias russes, les médias en Tchétchénie sont inexistants. J'aurais aimé qu'Anna nous parle de cette situation ou finalement le seul espoir de médiatisation en Tchétchénie repose sur nos médias à nous, puisque les leurs ont totalement disparu.

**Anna Politkovskaïa** :

Aujourd'hui, il y a une absence quasiment totale d'information sur ce qui se passe dans le pays, il y a absence presque totale de débats sur la Tchétchénie sur les chaînes publiques russes, il n'y a plus de talk show, il n'y a presque plus de médias indépendants en Russie. A Moscou, il reste Radio Eco indépendante à 50% , au niveau de la presse écrite, il reste le journal dans lequel j'écris « Novaya gazeta », qui sort 2 fois par semaine, il reste un journal Maskoski qui connaît tellement de difficultés financières qu'il a presque cessé d'exister, et un journal « Kommerzant » mais qui n'est presque plus indépendant. Une de mes connaissances parmi les journalistes me disait : « quelle chance vous avez à « Novaya Gazeta » vous n'avez pas de concurrent direct sur le marché de la presse » Moi, je considère que c'est une situation horrible très difficile et par exemple nous sommes les seuls à publier des informations sur la Tchétchénie. Dans la presse, les responsables des journaux ont peur, c'est très difficile de faire passer une information qui dérange, par exemple, le seul fait de dire que quelqu'un est un combattant peut conduire à la mort de l'organe de presse.

**Bruno David** : Quel espoir avez-vous dans les médias aujourd'hui ? Si tant est que vous en avez ?

**Anna Politkovskaïa** : Je n'ai aucun espoir dans la presse russe, j'espère qu'on ne fermera pas notre journal. Si on le ferme, aucun de nous ne pourra retrouver un autre travail dans un autre organe de presse, cela jouera pour chacun de nous comme une interdiction de travailler.

**Bruno David** : Natalie Nougayrède, pouvez-vous nous dire ce que vous vivez vous au quotidien « Le Monde » ? Et qu'avez-vous vu, vécu, en ce qui concerne la presse en Russie avec un éclairage plus occidental, et faire le parallèle, avec ce que vous vivez vous au jour le jour dans la fabrication de l'information, et dans la manière que vous pouvez avoir de la transmettre à l'opinion publique.

**Natalie Nougayrède** : Sur les médias en Russie, je soulèverais un aspect qui rejoint la thématique = quel est le rapport entre médias et humanitaire. On a en commun avec les ONG d'être souvent les premières victimes quand les régimes se durcissent quand les pays glissent vers l'autoritarisme quand les libertés publiques commencent à s'estomper. Notre premier point commun : on tombe en premier et ensemble quand la démocratie disparaît. C'est en parti vrai en Russie où sous Poutine depuis 4 ans, il y a un glissement vers une restriction des libertés politiques publiques sous l'égide de la lutte antiterrorisme. Je voulais faire un autre rapprochement entre média et ONG, on fonctionne comme des entreprises, avec des budgets qu'il faut équilibrer, des salariés, qui ont des impôts à payer, je parle des grandes ONG, il y a une logique d'entreprise qu'il ne s'agit pas de nier, il faut la reconnaître et l'admettre, il faut vivre avec, et je ne vois pas l'alternative, l'alternative, venant de passer 4 ans en Russie, c'est un contrôle étatique, sur à la fois les médias et les ONG, avec un fonctionnement qui relèverait uniquement de subventions étatiques, une sorte d'existence sous perfusion. Il ne faut pas avoir peur de dire qu'on répond à une logique d'entreprise et c'est sans doute le mieux. Je ne vois pas d'autre mode de fonctionnement. Je me méfie dès qu'on parle de comités de supervision ou de comités d'éthique, c'est ce qui se produit dans les pays non démocratiques dès que l'état cherche à mettre son nez ou dès que des structures qui sont contrôlées par l'état mettent le nez dans le fonctionnement des ONG ou des médias, c'est tout le but de notre existence qui est mis en péril. Les humanitaires et les médias sont souvent dans le même bateau et c'est à nous de voir comment fonctionner, comment gérer nos relations avec le pouvoir politique, nos relations avec les militaires sur le terrain.

On a beaucoup dit aujourd'hui que les militaires constituent une tenaille, en tout cas le rapport avec les forces militaires sur le terrain, je voulais évoquer un petit paradoxe. Souvenez-vous au moment de la Bosnie, du Kosovo, journalistes et humanitaires n'avaient aucun problème à évoluer dans ces crises-là, à se déplacer, à être dans des convois avec des forces d'interposition internationale, l'OTAN au Kosovo, l'AS FOR en Bosnie. On agissait tous au nom de l'ingérence, cela paraît une époque lointaine, ces années 1990, où la communauté internationale, les médias et les humanitaires se mobilisaient sur des dossiers d'ingérence. La communauté internationale décidait qu'on allait mettre un arrêt aux exactions, commises dans une région, au Kosovo par exemple, et on agissait a-militairement, pour arrêter ces exactions. On n'a pas entendu ni les humanitaires et ni les médias dire, « ah oui mais là, on est formaté par les militaires » c'est juste pour alimenter la réflexion sur ce thème-là. Tout se décide au coup par coup, y compris au niveau des financements, un journal, une ONG doit faire attention à son indépendance financière. Je passe un peu du coq à l'âne et je voulais juste dire pour ne pas tomber dans le désespoir total, comme on est dans l'ère de la guerre contre le terrorisme, c'est une période qui est plus sombre pour ceux qui espèrent changer les choses dans le monde ou mettre fin à certaines cruautés qui se produisent, période plus sombre que la période des années 1990, qui a suivi la chute du communisme. En Bosnie, au Timor la communauté internationale est intervenue, il y avait des moments d'enthousiasme, certaines valeurs démocratiques peuvent être défendues, la presse a un rôle, les humanitaires ont un rôle, et ils obtiennent des résultats quand la diplomatie agit. Quand ni les médias, ni les ONG n'ont l'impression de parvenir à des résultats, il reste une troisième chose, c'est la justice internationale qui est un tournant dans les relations internationales, on ne le sent pas de façon évidente car ça se fait par petites touches, la création des tribunaux pénaux internationaux pour la Yougoslavie, le Rwanda, et l'apparition d'une cour pénale internationale avec le traité de Rome qui a été signé en 1998. Tout ça veut dire qu'un dictateur qui commet des atrocités maintenant n'est pas sûr qu'on ne lui demandera pas des comptes si ce processus de justice internationale parvient à progresser. Même si il est dans un pays avec des armes nucléaires ou personne n'aurait l'idée de vouloir intervenir militairement, il n'est pas sûr de pouvoir circuler librement dans le monde, de vivre jusqu'à la fin de ses jours tranquille, il risque de se trouver confronté au fait qu'on lui demandera des comptes. C'est arrivé à Pinochet avec des résultats compliqués, c'est arrivé

récemment à l'ancien homme fort du Tchad, Issen Abre, a été arrêté au Sénégal, grâce à la loi de compétence universelle adoptée en Belgique. Ce sont des petites touches, mais pour moi qui aie travaillé en Tchétchénie, on peut écrire des choses du type que la Tchétchénie est un conflit invisible car il y a très peu d'images à de rares exceptions près. Pour ceux qui se demandent à quoi cela sert, les organisations documentent les exactions qui sont commises et que peut-être un jour, un processus de justice interviendra.

**Bruno David** : Christine Crifo, vice-présidente du Conseil Général va nous éclairer sur la relation que les élus peuvent entretenir avec les médias, savoir si les médias peuvent être un levier pour l'action et la mobilisation des élus, et de l'autorité publique, en cas de crise.

**Christine Crifo** : Je vais essayer d'aborder la question du point de vue de l' élu d'une collectivité territoriale, d'un département. C'est un niveau d'intervention extrêmement intéressant, d'un point de vue politique vers l'extérieur, vers les pays sur lesquels il y a des actions de coopération décentralisée, ce niveau d'intervention se situent vers le département, la région ou la commune, et nous ne sommes pas dans des relations d'Etat à Etat, donc c'est un niveau un peu différent et à mon avis très riche.

Concernant la question des médias à travers ces opérations, je pourrais l'illustrer à travers 2 choses. D'une part, le département de l'Isère comme la plupart des collectivités territoriales françaises mènent des actions de coopération décentralisée, c'est-à-dire des échanges bilatéraux avec des homologues étrangers. Il nous semble que ces actions sont importantes pour leur réalité sur le terrain mais aussi pour le retour que nous en avons dans nos collectivités. Si on n'arrive pas à faire connaître de façon précise où nous allons, ce que nous faisons, avec qui nous coopérons, on perdrait une grande partie de l'intérêt de ces actions. D'une part, ce sont des fonds publics que nous utilisons (dans une faible part au vu des budgets de la coopération décentralisée des collectivités) et nous avons l'obligation d'en rendre compte aux citoyens. Il y a également le fait que la coopération décentralisée, à l'échelon des relations de proximité, de région à région ou de ville à ville, c'est un moyen extraordinaire d'ouverture vers le monde pour nos concitoyens, si on arrive à faire connaître d'autre pays, d'autre gens, à favoriser les échanges. C'est là qu'on a besoin de la médiatisation. Je vous donnerai un exemple de coopération que nous

menons depuis 4 ans au Sénégal oriental, dans la région de Tambacounda, j'ai été frappée par le rôle des médias sur ses opérations, non pas vis-à-vis du retour sur la France mais du retour dans le pays lui-même. Cette région est une région pas connue, la plus pauvre, la moins peuplée et les sénégalais eux même la connaissent très peu. Avec les autorités de cette région, nous y organisons un festival culturel chaque année avec des fonds du Conseil Général. Ce festival a été médiatisé sur place, il y a eu des retours par les télévisions locales y compris à Dakar, et cette région très peu connue est devenue intéressante pour les sénégalais eux-même. A travers cette organisation que l'on renouvelle toutes les années, on a pu attirer les sénégalais vers cette région très défavorisée ce qui permet avec les autorités locales, de mieux la valoriser et on avance dans cette valorisation de cette région qui a un patrimoine culturel, environnemental extrêmement intéressant, à tel point que le colloque international organisé par l'état sénégalais au mois de décembre va se faire dans cette région. Voilà un exemple d'utilisation des médias qui me paraît extrêmement intéressant. Pour revenir à ce qui a été dit plus précisément sur la Tchétchénie et sur la question plus générale des droits de l'homme et du rôle que peuvent avoir les politiques, ce qui nous essayons de faire à partir des actions qui sont faites par les ONG, à partir des informations que nous avons à travers ces colloques, depuis plusieurs années, c'est d'essayer d'être un support pour la médiatisation, pour l'information au plus grand nombre de la réalité de la situation de ce pays. Je trouve très intéressant qu'on ait pu, avec le Comité Tchétchénie, ouvrir la saison de la maison des droits de l'homme, cette année, par une exposition de photos à Grozny, de Maryvonne Arnaud. C'est au musée de la résistance et de la déportation, institution publique du département, c'est cette institution qui va le porter, à travers cette exposition et l'organisation avec le Comité Tchétchénie et d'autres, d'un certain nombre de conférences, d'information sur la question. J'espère que les médias seront là et diront ce qu'on fait, ce sera une façon d'élargir non seulement au public de la maison des droits de l'homme mais à tous ceux qui regardent la télé, qui écoutent la radio ou qui lisent les journaux, des sujets que nous allons traiter.

**Bruno David** : Merci beaucoup, ces témoignages sont passionnants, on a parlé beaucoup du Tsunami en début de colloque, et on voit bien les problèmes qui peuvent se poser aussi en cas de crises qui ne sont pas médiatisées. Une question

pour Lida Yusupova, avocate tchéchène qui a besoin des médias pour pouvoir informer sur des situations dont elle s'occupe et dont elle est témoin, comment arrive-t-elle à gérer la situation de ne pas avoir de médias dans les causes qu'elle a à défendre ?

**Lida Yusupova** : Je ferais un parallèle entre le travail d'avocat et celui de journaliste. Il y a beaucoup de choses qui se ressemblent dans notre travail, j'aimerais bien appeler « Collègues », Anna Politkoskaïa, Natalie Nougayrède qui sont présentes ici, et tous les autres qui ont témoigné sur les problèmes. Je vais parler de ce qui se passe en Tchétchénie sur les problèmes juridiques. Depuis le début des années 2000, il y a notre constitution juridique, la plupart de nos employés sont juristes, certains sont avocats. Depuis 2001, officiellement et sur le papier, les tribunaux ont commencé à fonctionner, la « procuratur » à commencer à fonctionner, et on peut dire entre guillemet, que le mécanisme juridique à commencer à fonctionner. Mais en réalité, vous ne pouvez pas entrer à la « procuratur », car vous n'aurez pas de laisser passer. Les bâtiments sont très bien gardés. C'est difficile d'entrer en justice, à cause des gardes et donc les gens qui ont des milliers de problèmes n'ont pas d'endroit où ils peuvent aller. Quand ces gens s'adressent à l'organisation Mémorial, à Lida Spamadora, la chef, pour demander de l'aide sur les gens qui ont disparus, qui ont été tués, qui ont été enlevés, ce sont les mères, les femmes et les sœurs des familles des sinistrés, les frères, les maris, ou les fils ont été enlevés de leur maison. On essaie de leur faire des déclarations à la « procuratur », et dans les autres institutions qui fonctionnent plus ou moins. Je fais toutes les démarches car ils ont le papier de passage, pour que la déclaration puisse passer.

On essaie de forcer les instances juridiques pour répondre aux problèmes des gens. C'est un bien grand mot de dire que nous forçons, car on ne peut jamais forcer les militaires en Tchétchénie, nous demandons seulement de répondre aux déclarations, on fait des dossiers pour chaque affaires d'enlèvement, de disparition, et on les envoie à la justice européenne de Strasbourg.

**Bruno David** : Comment Lida utilise les médias ? Est ce qu'elle les utilise pour faire connaître les cas qu'elle a à traiter?

**Lida Yusupova :** S'il se passe quelque chose de grave à Grozny en Tchétchénie, vous n'en entendrez pas parler sur les journaux gouvernementaux, c'est interdit de raconter la vérité. Ni la télé, ni la radio ne parlent des vrais problèmes en Tchétchénie, la radio et la télé de la Russie marchent sur les ordres des militaires. Quand quelque chose profite aux militaires, par exemple qu'un char a explosé sur une mine des combattants tchétchènes, cela est tout de suite dit, mais pas les vrais problèmes de la Tchétchénie.

**Bruno David :** Benoît Miribel, directeur général d'Action Contre la Faim. Comment une ONG règle ces problématiques de communication, l'écart entre la situation ou la crise que les équipes vivent sur le terrain et les actions de communication qu'il se doit de mener, quelles limites ils peuvent s'imposer dans cette communication qui est aussi de l'information.

**Benoît Miribel :** Je suis très content d'être ici, invité par nos amis d' Humacoop, en plus on est à Grenoble avec qui je fais preuve de solidarité, et avec la région Rhône alpes qui a des moyens conséquents en terme de coopération internationale, avec des personnes qui sont visiblement intéressées, et en plus avec une table ronde qui se distingue parfois de celles que nous avons, on est très « gender », les femmes sont très représentées dans cette table ronde, ce qui est une bonne chose.

On a deux priorités quand on communique, la première, c'est mobiliser des moyens, nous sommes une organisation de terrain, Action Contre la Faim, opérationnelle. Il y a différents types d'ONG, c'est ce qui fait la richesse de ce que nous faisons, nous, nous sommes au contact quotidien des populations dans une quarantaine de pays. Il nous faut des moyens humains, aujourd'hui, ce n'est pas facile de trouver des personnes motivées et compétentes, qui restent dans des situations difficiles et il nous faut des moyens financiers pour agir. C'est un premier exercice de communication, avoir des moyens d'intervention, c'est sensibiliser sur les conséquences, c'est-à-dire regarder ce qu'il se passe, c'est vrai que parfois c'est le cordon sensible qui va faire réagir des gens, bien sûr il y a une éthique à avoir, à ce niveau là, on pourra en reparler, et là, les médias, les journalistes sont un effet de levier. On essaie de communiquer, on essaie de faire parler, et ce n'est pas facile, il y a des crises médiatiques et d'autres non médiatiques. Ma dernière mission sur le terrain remonte à 3 semaines, j'étais au Burundi et en Somalie, je reviens au siège et

demande à ce qu'on parle du Burundi, parce que c'est positif ce qui se passe aujourd'hui au Burundi : depuis l'élection du président au mois d'août il y a de vraies avancées, l'école devient gratuite, même si ça coûtait qu'1,5 dollar pour 3 mois, ce n'était pas possible pour de nombreuses familles, maintenant c'est possible, il y aussi un élan démocratique car les administrateurs des provinces sont élus, donc communiquons, faisons savoir aux gens qui nous soutiennent qu'il y a des choses qui avancent, la crise nutritionnelle étant passée, il faut aussi maintenir les programmes pour donner l'autosuffisance alimentaire (récolte..) Je peux vous dire que ce n'est pas facile. J'ai beau être le directeur général, les gens de la communication chez nous me disent que les journalistes ne seront pas intéressés. Moi je veux qu'on communique quand même, même dans le vide. Nous avons fait un communiqué de presse, on m'avait prévenu qu'il n'y aurait personne, j'ai dit que ce n'était pas grave, et qu'on aura au moins dit quelque chose. Trois journalistes finalement sont venus, Radio Africa et l'AFP, l'AFP quand ils font un communiqué, c'est bien car c'est repris et le soir nous avons eu la BBC, avec un interview en direct le soir, et la BBC, c'est beaucoup de choses. Donc un exemple, mais pour la Somalie nous n'avons pas tenté, car ça ne passera pas, ça n'intéresse personne pour l'instant. C'est un pays complètement déstructuré où il n'y a même plus de frontières, (je ne sais pas s'il y a beaucoup d'état sur cette planète où il n'y a pas de frontières), pour rentrer il n'y a pas besoin de passeport par contre il faut bien être protégé au niveau sécurité. Ca c'est le premier volet pour parler de « on communique parce qu'il nous faut des moyens et on met en avant les conséquences de ce qu'il se passe et il faut réagir »

Maintenant il y a un autre volet qui est moins connu mais qui est important, on s'attaque aux causes, c'est ce qu'on appelle le plaidoyer, *l'advocacy*. Je vais rejoindre l'actualité, puisque nous parlons de la Tchétchénie. Le volet consiste à se dire : s'il y a des conséquences que l'on met en avant, des gens qui meurent de faim, des douleurs que l'on voit, il y a des causes parce qu'on est sur le terrain, il y a des journalistes, des chercheurs, on travaille ensemble, on essaie de comprendre et ensuite on va essayer d'influencer des décideurs ou des prescripteurs. L'avant dernier dossier de plaidoyer sur la Tchétchénie en collaboration avec Médecins du Monde a été porté au niveau de l'Union Européenne, l'an dernier, le dossier que l'on avait fait passer nous a amené des problèmes avec les autorités russes, un enregistrement d'un dossier à l'ONU à New York a été bloqué par la délégation russe

à laquelle Cuba s'est joint. On a eu des intimidations de nos équipes sur le terrain au coté d'autres ONG. On nous laisse plus facilement agir pour trouver des fonds pour intervenir mais quand on s'attaque aux causes, et qu'on essaie de faire bouger et qu'on témoigne de certains mécanismes on rentre sur des champs politiques, c'est beaucoup plus dangereux et ça peut mettre en péril notre capacité d'intervention sur le terrain. C'est toujours l'éternel dilemme du positionnement de la communication entre agir et communiquer. Il n'y a pas de vérité, c'est un curseur en fonction des situations, et jusqu'où on maintient des personnes, une énergie des moyens, c'est toujours un souci de savoir ce qu'on le fait. Pour terminer, je pense qu'il y a des risques majeurs. Je pose une question : les ONG peuvent elles communiquer autrement ? bien sûr mais, ne nous leurrions pas, j'en ai fais les frais à titre personnel. Quand on touche à ce qui va provoquer un don, c'est souvent le coté émotionnel de la sensibilisation. Ici, vous êtes des personnes, au-delà de la sensibilité, vous vous intéressez à l'action humanitaire, personnes qui sont engagées mais on est une minorité par rapport à tous ce qui se passe à Grenoble ce soir, il faut en avoir conscience quand on est dans nos domaines. La plupart des gens réagissent par des coups de cœur par des coups de sensibilisation, donc il y a effectivement des gens qui sont des militants et c'est très bien, mais ce ne sont pas les plus gros donateurs financièrement, je l'ai testé, je l'ai vu. Il y a des gens qui sont des donateurs et qui ne sont pas du tout des militants et il ne faut pas leur demander de bouger ou de faire quoique ce soit. Il y a des gens qu'on cherche tous qui sont des militants et qui donnent de l'argent, ils sont plus rares et sont souvent des multi donateurs, et il y a la grosse partie qui ne sont ni militants ni donateurs qui sont insensibles, je ne porte pas de jugement, on n'est pas là pour faire culpabiliser mais quand même, on est là pour faire savoir et savoir dans quel monde on veut avancer. On se sent la responsabilité de faire savoir, pas d'obliger car ça touche la liberté humaine. Aujourd'hui, il y a des risques par rapport à tous ça : l'avancée technologique des moyens de communication fait que de plus en plus on est dans l'image immédiate, à l'époque du Rwanda, les journalistes avaient besoin de 24 heures pour une bande montage, maintenant, c'est instantané, d'ailleurs au moment du tsunami, les images étaient là, on nous a montré les bandes côtières mais pas tout le reste du pays. Le visuel a tendance à prendre le dessus, 80% des gens s'informent par la télévision, mais pourtant ce n'est qu'une partie, un monde d'apparence, et la lecture ou l'écoute ou l'échange est essentiel et là c'est plus

difficile car peu de personnes lisent la presse. On a en même temps internet qui est un outil fabuleux car ça rentre directement chez les gens, mais en même temps sur internet, on peut faire du montage, on peut mettre des photos, mais quelle est la vérité ? Je voudrais revenir sur un point qui me semble important et qui est un danger c'est que les journalistes, des vrais journalistes avec une déontologie, je ne parle pas de boîtes de production qui font de l'audimat et qui détruisent la vraie information, les vrais journalistes ont un rôle de prescripteur. On a besoin d'eux car ils font un travail, je crois dans la table ronde une personne l'a expliqué en disant « je me sens la liberté de critiquer les ONG qui font du bon travail ou du mauvais travail » Je le reconnais, ce qui compte c'est de se remettre en question, des journalistes aussi parfois se trompent, personne n'a la vérité, c'est comme cela qu'on avance. Dans des modes de communication beaucoup plus directs, c'est à la fois un avantage technologique de rapidité, mais aussi il manque un fil de prescripteur, de journaliste qui ont une vue et qui connaissent le sujet, donc une interrogation par rapport à cela. Au global par rapport aux zones où nous intervenons, on constate qu'il est de plus en plus difficile d'avoir accès librement à des populations qui sont dans le besoin et qui souhaitent qu'on les aide, le cas de la Tchétchénie, il y a aussi d'autres théâtres. Je n'interviens dans ce domaine que depuis 15 ans et j'ai le sentiment que c'est de plus en plus difficile d'intervenir. Par exemple, Haïti où nous avons 2 otages la semaine dernière, il y a un an, il n'y avait pas de prise d'otage, aujourd'hui c'est une moyenne de 20 par semaine, ce ne sont pas les ONG les plus ciblées mais elles sont ciblées. Depuis 3 jours, en Afghanistan, les kamikazes se précipitent, on a eu des menaces directes d'enlèvement de nos équipes. Jusqu'où, on trouvera des personnes journalistes, humanitaires prêtes à s'engager ? Si on ne se bat pas, si on n'est pas vigilant par rapport à cela, je ne sais pas si les générations futures auront une capacité à continuer à être solidaire à porter secours de partout sur la planète, c'est une vraie question pour moi.

**Bruno David** : Nous allons passer aux questions dans la salle.

**Question N°1 à Benoît Miribel** : Votre action dépendrait-elle du degré de médiatisation de la crise. Lors du tsunami, vous avez mobilisé, dans cette région il n'y a pas la faim alors que vous n'êtes pas au Niger où il y a la faim, comment vous expliquer votre présence auprès des victimes des inondations alors qu'au Niger vous

n'y êtes pas, même si ACF Espagne est présente au Niger, je crois savoir que vous gérez de manière assez autonome les uns par rapport aux autres.

**Benoît Miribel** : Vous pourriez rebondir aussi sur pourquoi on est en Tchétchénie, puisque les personnes ne meurent pas de faim. On se bat partout où les personnes sont en insécurité alimentaire, on pourrait être en France, on gère des priorités avant tout des contextes qui sont assez difficiles. Pour rappel, on est au Soudan, c'est notre plus grosse mission aujourd'hui et on a des gros moyens : 75 expatriés, 1300 employés nationaux. Il y a des besoins énormes et ce n'est pas médiatisé. Quand on en parle, c'est souvent par des réfugiés tchadiens, mais peu de journalistes vont dans le Darfour. Nous sommes en Tchétchénie, notamment dans les camps en Ingouchie, à côté de Médecins du Monde et d'autres ONG, par rapport à des personnes qui n'ont plus leur dignité et qui sont fragiles en terme de capacité alimentaire. Au Niger, nous sommes présents depuis 8 ans, au Mali, également, on a beaucoup médiatisé le Niger, mais pas le Mali qui a été touché par des problèmes sérieux de nutrition, c'est notre siège de Madrid qui gérait le Niger. Ça pose la question de ce qui s'est passé au Niger, et ce qui se passe encore, en 2006 ça risque d'être plus important. Il y a un contexte structurel. On travaillait essentiellement sur la régulation par des modes locaux de ce problème de la faim auprès de population pastorale, par rapport aux régulations qui devaient se faire par des systèmes d'alerte précoce. Tout ce qui est structurel en opposition à ce qu'on caricature souvent, l'humanitaire d'urgence qui arrive, qui est médiatisé, qui distribue sa nourriture et qui s'en va. Même dans le cas du Sri Lanka, nous y étions depuis 6 ans et juste avant le Tsunami, on était sur des programmes d'inondation. A ACF, nous faisons très peu de médical, nous faisons essentiellement des questions alimentaires, de malnutrition, d'eau et d'assainissement. On avait des équipes prépositionnées sur le Sri Lanka et c'est pour cela qu'on nous a beaucoup vu très vite dans les premiers jours du Tsunami, parce que les journalistes cherchent qui est sur le terrain, et comme on était déjà sur place, pour eux il y a une porte d'atterrissage logistique, il y a des images et on peut répondre aux questions, et pour l'Indonésie, on y était aussi, les programmes étaient fermés depuis 3 mois mais on avait tous les contacts de nos équipes. Ce n'est pas facile de piloter des priorités. Aujourd'hui, on parle de la Tchétchénie et je pense qu'on est sensible à ce qui se passe pour les Tchétchènes, mais on peut parler du Niger, j'y suis même allé avec

Bernard Kouchner, on a pris un vol cargo au départ de Marseille rempli de nourriture. J'ai poussé un coup de gueule pas comme Bernard Kouchner sur les médias, mais auprès de nos équipes car je trouvais qu'elles étaient trop restées sur l'approche structurelle, et à un moment donné, il faut monter en urgence avec des moyens, qui doivent être là et qui doivent redescendre, l'intérêt n'est pas de perfuser, d'assister, mais de trouver des solutions durables de règlement de ces crises alimentaires.

**Question N°2 :** C'est moins une question qu'un point de vue, je voulais afficher mon désaccord complet en tant que journaliste, avec ce qui a été dit par 2 journalistes à propos des comités d'éthique. Les conseils de la presse existent dans la plupart des pays démocratiques en Scandinavie, en Suisse, en Grande Bretagne, au Canada, et cela n'a rien avoir avec un contrôle étatique. Le contrôle étatique, c'est ce qu'on a en France avec le CSA avec un service publique à qui est confié la presse gouvernementale plutôt qu'à un véritable service publique, ces conseils de la presse fonctionnent avec des organes qui sont élus par les professionnels, par les représentants des éditeurs, par les représentants des journalistes, dans lesquels selon les modèles les usagers de l'information, les consommateurs, les téléspectateurs, les usagers de la presse écrites ont des représentants. Ces organes reçoivent des plaintes par les personnes qui sont mal traitées par la presse, que ce soient des usagers de la presse ou des gens dont le nom apparaît dans la presse, ce sont des conseils qui ont des organes de décision de portée symbolique, et qui ont le pouvoir de réguler la profession. C'est un vrai problème car les journalistes français ne veulent pas entendre parler des conseils de la presse. Généralement, c'était le point de vue des éditeurs de presse, mais je m'inquiète lorsque les journalistes de base reprennent le point de vue des éditeurs de presse. Il y a une vraie difficulté des journalistes français d'accepter de voir la crise de la presse française en face. Il y a une vraie crise de confiance, le conseil de la presse n'a rien de génial mais c'est un outil parmi d'autres qui permettrait d'en sortir. Un exemple pour vous expliquer pourquoi les journalistes ne veulent pas regarder la crise de la presse en France. La plupart des organisations de syndicats de journalistes et de très nombreuses associations, ayant appelé à des états généraux de l'information, il y a quelques semaines, la presse n'en n'a pas parlé.

**Natalie Nougayrède** : Je parlais de contrôle étatique sur les médias que je réprovoque, et pour les autres structures dont vous parlez, je n'ai pas de commentaire particulier là-dessus, cela ne me pose pas de problème, ce qui me pose problème, c'est un contrôle étatique avec l'expérience que j'ai eu en Russie et d'en d'autres pays autoritaires. Dès que les politiciens se mettent à vouloir contrôler la presse et les ONG, il y a une érosion de la liberté d'expression. Sinon pour la crise de la presse française, je pense que l'on sort du débat, ce que vous dites me dépasse un peu, ce qui est important c'est la crédibilité de l'information que l'on donne. Pour revenir à ce qui a été dit au début, on est tous noyé dans un flux d'informations et il y a une question d'exigence à avoir de la part des journalistes. Il faut encore plus se focaliser sur la qualité de l'information (sa véracité, donner l'information la plus complète possible) et c'est comme ça que la presse papier arrivera à survivre, c'est-à-dire en apportant un repère par rapport à tout le flux d'informations qui circule sur internet et à la télévision.

**Bruno David** : La disparition de la presse quotidienne est estimée en 2040 dans les pays occidentaux, si la crise perdurait.

**Question N°3 à Lida Yusupova** : Sachant que le Kremlin et ses amis comme Kadirov essaient d'empêcher absolument qu'il y ait des traces de leurs exactions, quels types de pression sont exercées sur les gens qui veulent porter plainte et quels types de pression sont exercées sur vous pour empêcher les gens de témoigner ? Les gens ont-ils un espoir dans ces mécanismes juridiques internationaux alors que depuis 10 ans les exactions ne sont pas finies ?

**Lida Yusupova** : Si je commence à dire quelle répression le pouvoir fait pour que les gens ne puissent pas témoigner, il y a une méthode très efficace quand quelqu'un est fait prisonnier, on lui rappelle qu'il a beaucoup de proches s'il raconte quelque chose sur la Tchétchénie, on le menace d'enlever ou de tuer ces proches. L'organisation Mémorial a un rôle de protecteur vis-à-vis de ces gens, on vient chez eux avec la déclaration sur les gens disparus, torturés ou assassinés, et on essaie de présenter les intérêts de la famille sinistrés et après la famille essaie de quitter le territoire de la Tchétchénie pour ne pas être torturée. Il y a des familles qui ont eu des problèmes graves après avoir présenté leur déclaration aux instances juridiques

et ont décidé d'arrêter les poursuites car la vie était insupportable. Les familles qui ont osé s'adresser à la justice européenne comme Zora... qui a été assassinée ainsi que toute sa famille. Sa fille aînée qui a voulu s'opposer à cela a été obligée de quitter la Tchétchénie, et de partir en Russie.

**Bruno David** : Quelle pression a-t-elle subit elle-même ?

**Lida Yusupova** : je ne vais pas répondre à cette question qu'on me pose souvent, car si je commence à parler de mes difficultés, je montre ma faiblesse. On est des êtres humains et on est assez menacé mais on essaie de ne pas montrer notre faiblesse, et nous sommes assez fort pour résister, En tous cas les organisations tchéchènes essaient de régler les problèmes avec l'aide extérieure, avec les ONG, avec Mémorial, les journalistes qu'elles connaissent.

**Question N° 4 à Christine Crifo** : D'abord, je voudrais dire que je suis ahuri d'entendre la journaliste du Monde dire que le marché et l'entreprise sont les meilleures garanties pour la liberté d'expression, je ne crois pas plus aux financiers qu'aux politiciens, cela montre pourquoi on en est où on en est . Le meilleur exemple, c'est que nous avons aussi en France notre Tchétchénie, qui s'appelle le Rwanda. Au moment du génocide en 1994, quels médias français, quels journalistes français ont eu le courage de témoigner, il n'y a eu que 3 organes de presse : Témoignage Chrétien, L'humanité, et Télérama, et point à ligne et même aujourd'hui en France y a t-ils des journalistes qui ont le courage d'aborder cette question ? Il y en a très peu, je vous conseille de lire Patrick de Saint Exupéry du Figaro, qui vient de se décider à écrire « Inavouable la France au Rwanda ». Ce qui se passe au Togo aujourd'hui qui en parle, qui sont les journalistes qui ont le courage d'aller expliquer les tortures, les persécutions, les comportements de nos représentants du gouvernement français dans des pays comme le Togo, le Cameroun, le Tchad, le Niger qui ne sont pas des pays pauvres, qui n'ont pas besoin d'action humanitaire, l'action humanitaire ne devrait pas exister, je suis contre l'action humanitaire, le Niger est un pays riche, il y a de l'uranium, pourquoi y a-t-il la faim ? La question par rapport à la coopération internationale, pourquoi le conseil général de l'Isère continue à maintenir sans aucun sens critique des coopérations avec des pays de la France-Afrique, qui sont des pays gouvernés par des criminels, comme l'Algérie, ou il y a

plus de 3000 disparus, comme le président Benabi, jusqu'à quand cela va continuer ?

**Bruno David** : Si on s'arrêtait de travailler dans le pays où il y a des dictatures, on ne ferait plus grand chose.

**Mylène Sauloy** : Ce n'est pas un problème de journaliste, mais un problème de médias, ce n'est pas les journalistes qui ne veulent pas aller sur le terrain, cela ne sert à rien d'y aller si il n'y a pas de diffusion derrière. Sur la Tchétchénie, c'est flagrant et c'est aussi flagrant sur d'autres conflits, il y a des journalistes qui se sont battus contre leurs médias pour aller couvrir des événements.

### **Christine Crifo**

Oui, vous avez répondu ce que j'allais dire, on ne va pas aller nulle part, je crois qu'au niveau où on intervient, l'intérêt de la politique de coopération décentralisée, c'est que ce n'est pas une politique d'état, c'est une politique d'une collectivité territoriale vers son homologue, je pense à des degrés divers, qu'il vaut mieux qu'on noue des relations avec ses pays plutôt que de ne pas y être du tout, je ne porte pas de jugement sur les régimes car ce n'est pas le propos d'aujourd'hui. Nous on est avec le Sénégal, le Maroc, l'Algérie et l'Arménie, qui ne sont pas forcément des modèles de démocratie, mais on est dans des régions où on arrive d'une part à faire de l'aide au développement, je ne parle pas d'humanitaire, c'est-à-dire que l'on est dans des relations de coopération et que l'on travaille ensemble, Nord Sud, on a des résultats on arrive à aider des populations pauvres à mieux s'organiser, se nourrir etc. Si on a la possibilité de le faire, on doit continuer à le faire, autant les collectivités territoriales dans le domaine de leurs compétences, que les ONG dans le domaine de leur compétence et leur cadre d'intervention. Avec votre raisonnement tel que vous le dites, on ne serait nulle part et je pense que ce serait bien pire pour les populations.

**Benoît Miribel** : Vous avez cité la Francafrique, c'est un terme qui était cher à feu François-Xavier Verschave que vous devez connaître, président de Survie, que je voyais régulièrement à une époque notamment où on parlait peu du Libéria, qui n'est pas la zone française mais avec aussi des intérêts français. Quand on a Bernard

Kouchner qui débarque avec un bateau en 1990, on a par ailleurs des réseaux plus ou moins clairs français qui sécurise le minerai de fer, des choses que j'ai pu approfondir dans le cadre d'un DEA d'ailleurs. Si vous voulez qu'on parle des réalités du terrain, je vais vous en dire, l'Irak en 1991, on sait très bien que le gouvernement américain fait de l'action humanitaire avant tout pour des questions de politique étrangère, et ce n'est pas pour cela, que certains disent qu'il faut utiliser leur argent parce qu'elle est la capacité que nous avons à le reprendre, et à travailler, et effectivement, si on est dépendant d'une logique gouvernementale ou d'un bailleur, ce n'est pas bien, mais à partir du moment où vous pouvez recevoir quelque chose et le transformer, et que cela a quelque chose de positif. Mais des claques on en prend quand on est sur le terrain. Je dis ça à toutes les personnes qui sont formées chez nous, elles ont une compétence et une motivation, et elles vont être sur le terrain et prendre des baffes et elles vont se dire, je rentre chez moi, il faut que le monde change. Je vais parfois à des colloques où on nous dit c'est l'émancipation des peuples, etc... je dis d'accord, je signe là-dessus mais demain on fait quoi au Soudan, au Darfour, on arrête tout. Et dites-moi comment résout-on le problème. Tout cela pour dire qu'il ne faut pas opposer l'action au terrain, le travail des journalistes qui ont des pressions de leur rédaction car c'est la loi de l'audimat, et l'audimat, qui le veut, c'est nous, c'est nous qui voulons acheter une bouée nutritionnelle pour l'enfant et ne pas payer le logisticien ou le transport qui fait parti de ce qu'on doit faire. Petit à petit, on explique les choses et on comprend mieux mais on vient de là. S'il vous plaît, c'est un ensemble de facteurs et c'est avant tout sur des valeurs que l'on doit se rejoindre et que l'on doit combattre pour ne pas annuler les choses. Maintenant je suis d'accord sur ce que vous évoquez, mais il faut continuer sur tous les fronts, mais il ne faut pas que ce soit un jeu à somme nulle et dire : je zappe tout, je dis tout est politique, je dis tout est ci, tout est ça, et on ne fait rien, j'essaie de continuer à me battre, voilà.

**Bruno David** : Pour aller dans votre sens aussi, je pense que l'on peut avoir des postures efficaces, et une notamment en ce moment, se poser la question si c'était légitime de faire le sommet mondial de l'information en Tunisie, et d'y aller ?

**Question N°5 à Benoît Miribel** : Je voudrais d'abord signaler qu'il existe un bimensuel qui s'est attaqué au problème du Rwanda, « Glorias » il a fait toute une

procédure mais dans laquelle il a été très secoué et il a failli en crever mais ça existe. Il y a quand même des gens qui se battent mais qui sont minoritaires.

Nous avons constaté en début d'après midi que nous étions dans l'impossibilité de pouvoir secouer les pouvoirs et les oligarchies en place, par une nouvelle déontologie de la communication et de l'action humanitaire. J'ai entendu parlé par Mylène Sauloy de projet de résistance, mais ça pose des problèmes, est-ce qu'il y a aujourd'hui des essais de mise en place de réseau, dans le monde occidental, pour résister.

**Benoît Miribel** : Oui, il y a des réseaux qui ne sont pas médiatiques, nous avons choisi de nous retirer de la Corée du Nord, même si des gens crèvent de faim, car nous étions pas libre d'accéder aux populations qu'on estimait les plus vulnérables. Or, c'est inscrit dans notre chartre, si on a pas accès on n'intervient pas. C'est un vrai questionnement, il y a des réseaux de journalistes et d'humanitaires, 2 ONG sur les droits de l'homme travaillent sur cette question, comment pourrait-on intervenir, c'est ce qui nous passionne finalement, on essaie de se battre, contre des obstacles qui font que l'on ne peut pas accéder aux populations qui en font la demande. Oui, il y a des tas de réseaux.

Le Rwanda, ça faisait des mois que les ONG alertaient sur ce qui allait se passer, chez nous le problème dans les banlieues n'est pas d'aujourd'hui.

**Bruno David** : On parle beaucoup de la passivité de l'audience, l'information existe mais il faut aller la chercher, les médias de masse rendent l'audience passive, on ne peut pas dire qu'il y a manque d'information.

**Benoît Miribel** : Cela fait des années que j'insiste pour que nos élus locaux dans notre pays s'intéressent à l'international, les affaires étrangères étaient un peu les affaires du lointain, or on a quelques avancées, c'est positif. On a Monsieur qui a raison de s'interroger sur ce que fait une collectivité locale, la collectivité répond, c'est déjà un dialogue donc une bonne chose. C'est à nous électeur dans nos régions de demander les positions sur l'international à nos élus, c'est comme ça que les choses avanceront.

**Question N°6 à Lida Yusupova :** Pourquoi ne se sert-elle pas plus de la presse étrangère aux Etats-Unis, en France pour parler de ces actions et travaux qu'elle peut effectuer ?

**Lida Yusupova :** On essaie de contacter la presse internationale dans la limite de ce qu'on peut faire en Tchétchénie, nous avons une liaison avec le monde entier par internet qui n'est plus interdit et les lignes téléphoniques marchent mieux. Il y a nos collègues de Moscou qui réagissent sur les événements de Tchétchénie quand nous ne pouvons pas, nous avons le side memorandum qui nous trouve le matériel sur la Tchétchénie. Le plus grand problème est le refus du gouvernement de Russie de faire entrer la presse internationale pour ne pas divulguer ce qui se passe en Tchétchénie.

**Natalie Nougayrède :** Le petit bureau Mémorial que dirige Lida à Grozny est un lieu très important car c'est le centre, le passage de beaucoup d'informations, je suis beaucoup allée en Tchétchénie clandestinement, et j'y suis allée une fois officiellement avec les militaires, et je suis toujours passée par le bureau de Lida, c'est un contact très important. Mémorial est un rouage essentiel pour obtenir de l'information en Tchétchénie. La question de savoir quelle est la résonance dans les médias occidentaux, c'est autre chose, la meilleure façon de diffuser aurait été les images télé, mais le Kremlin l'a très bien compris et a bloqué l'accès aux équipes de télévision.

**Question N°7 à des journalistes :** C'est une question qui sort du contexte international mais rejoint le débat « médias et humanitaire », je suis psychologue bénévole à MDM à Grenoble et avant cela je travaillais comme salariée à la Croix Rouge Française en zone d'attente à Roissy. Pour précision, c'est une zone de maintien des étrangers qui arrivent en situation irrégulière pour faire une demande d'asile politique, qui sont dans l'attente d'être ramener dans leur pays ou de circuler librement sur le territoire français, zone extrêmement fermée à la presse, pour y rentrer il faut faire une demande à l'avance, auprès du chef de la police qui enquête sur vous. Quand on arrive à la Croix Rouge on signe un contrat et on se tient au principe de neutralité, donc il nous est interdit de dire ce qui se passe en zone d'attente, et notamment des violences policières, il y en a ça c'est certain, la croix

rouge a été mandatée par le ministère de l'intérieur, pour se protéger des violences policières qui avaient lieu. Récemment une médiatrice de la Croix Rouge qui au terme de son contrat de 6 mois, a démissionné et a écrit un bouquin qui s'appelle « Bienvenue en France » et qui a amené énormément de médias en zone d'attente, elle a dénoncé notamment les violences policières, et le fameux principe de neutralité de la Croix Rouge.

Pensez vous que l'acte de sortie de ce bouquin est un acte de courage journalistique ou est-ce qu'elle rompt avec l'éthique du journaliste ?

**Bruno David** : Sur ce principe de neutralité, Benoît peut nous faire un rappel historique de la création de MDM et MSF pour lequel était intervenu Bernard Kouchner, il y a 25 ans et qui ont rompu ce principe.

**Benoît Miribel** : Le mouvement sans frontière est né d'une constatation d'un certain nombre de médecins qui étaient engagés avec la Croix Rouge, au Biafra. Ils voulaient s'exprimer librement et ne pouvaient pas le faire, ce qui était votre cas. Je vois régulièrement sur le terrain le Comité International de la Croix Rouge qui fait un travail remarquable mais effectivement des règles ont été définies dès l'origine avec Henri Dunant. Le mouvement sans frontière se distinguant sur le fait que la communication est aussi une forme d'action. On sait aussi que parfois le témoignage, je parlais de curseur et de dilemme, tue la possibilité d'action. Il peut y avoir le cas où il n'y aura plus de Croix Rouge dans ces zones là. Il y a des choses qui se passent aujourd'hui dont personne ne soupçonne l'existence, et pas qu'en Tchétchénie, mais dans des pays dits « démocratiques ». J'ai un ami, ancien légionnaire du deuxième REP, engagé par le gouvernement de l'époque au Rwanda en 1990 pour repousser les forces Tutsi, ensuite il a travaillé comme humanitaire et aujourd'hui il travaille à la mission locale de la région Rhône Alpes. Il avait un vrai engagement humanitaire et pourtant au début on s'est demandé si on n'était pas infiltré par les militaires. En 1991, au Rwanda peu de personnes savaient que des troupes d'élites françaises intervenaient dans des opérations. Pour dire que la neutralité est un vrai questionnement, je considère qu'il y a 2 types de neutralité, notre intervention n'est pas neutre, nous sommes pour l'égalité des hommes et des femmes, nous sommes pour la démocratie et quand on est dans des pays où ce

n'est pas le cas, est on vraiment neutre ? On essaie d'en tenir compte mais il y a une utopie de la neutralité.

**Christine Crifo** : On sort un peu du sujet mais je voulais parler des centres de rétention, je suis par ailleurs avocate et je connais le problème. Ce que je voulais dire par rapport à l'interpellation dont j'ai fait l'objet et des appréciations qui ont été données sur certains pays, je vais allée au Sénégal bientôt et je ne serais pas forcément fière en tant que française d'un certain nombre de choses qui se passent aussi dans notre pays et notamment, la question des centres de rétention et la façon dont on traite les personnes en situation irrégulière dans notre pays. Vous avez posé la question de la neutralité de la Croix Rouge, mais il y a aussi un rôle des politiques qui est aussi de dénoncer. Dans la mesure de mes faibles possibilités, c'est quelque chose que j'essaie de faire, et je vais à l'aéroport de Saint Exupéry la semaine prochaine pour le faire, je crois que les élus ont le devoir de dénoncer ces choses là et les médias ont un rôle à jouer là-dedans.

**Intervention de la salle** : Je ne suis pas du tout satisfait de la réponse que j'ai reçue car c'est une réponse de connivence, de complicité avec la violation des droits de l'homme dans les pays avec lesquels on collabore. Je ne suis pas d'accord pour dire que la coopération internationale n'a rien à voir avec l'Etat puisqu'elle est financée en grande partie par le ministère des affaires étrangères. Nous avons l'exemple à Grenoble. François Xavier Verschave, sa dernière conférence publique a eu lieu à Grenoble, et c'était un grand honneur, le 24 mai dernier. A partir de son intervention, on a décidé de créer une commission de coopération décentralisée à laquelle tous les grenoblois sont invités à participer, pour examiner de plus près comment c'est financé et quelle est la destination des choses que l'on envoie là bas, depuis les bicyclettes jusqu'au jeu du parc Paul Mistral qui atterrissent dans les mains de qui et pourquoi faire ? Il faut cesser de collaborer et ramener à la raison, comme disait Verschave la politique africaine de la France. Il en va de notre honneur.

**Question à Mylène Sauloy** : Sur la Colombie puisque c'est un très bon exemple de la double approche tendancieuse sur la présentation de ce qui s'y passe. Tout le monde connaît Ingrid Betancourt mais qui sait que sur 4 syndicalistes tués au monde, 3 sont colombiens, que les paramilitaires toutes les fins de semaines font disparaître des personnes, les découpent et les torturent, le savez-vous, l'avez-vous

déjà entendu ? Et savez vous le nombre de prisonniers politiques torturés dans ce pays ?

**Bruno David** : Il y a 3000 otages en Colombie, si vous voulez de l'information sur la Colombie vous l'avez, vous allez sur internet sur le site de Communication sans Frontière, la problématique n'est pas liée à uniquement poser des questions sur ce qui se passe dans chaque pays du monde, le monde est suffisamment vaste, et il y a suffisamment de crises compliquées et difficiles, comme l'a évoqué Joseph Dato tout à l'heure.

**Mylène Sauloy** : Je vais d'abord répondre à la question de la Croix Rouge, c'est plutôt à la Croix Rouge qu'il faut poser la question, ah, elle était infiltrée à la Croix Rouge, je n'avais pas compris, ça rappelle « tête de turc » ou d'autres phénomènes comme ça, ça rappelle Novaya Gazeta, journal où travaille Anna Politkovskaïa, il y avait un major qui avait travaillé en Tchétchénie qui a changé son fusil pour la plume, en Colombie il y a eu plusieurs cas de paramilitaires qui ont parlé. Heureusement qu'il y a des gens comme ça, c'est bien qu'il y ait des infiltrés. Pour la Colombie, je ne sais pas si la question c'est qu'est ce qui s'y passe ? Ou pourquoi ce silence ? Tout le monde sait qu'il y a massacre en Tchétchénie, qu'en Colombie c'est la guerre civile et la confusion totale. Le problème de la résonance dans les médias ici, c'est la possibilité d'un levier politique c'est-à-dire d'une réaction dans la politique française. Ingrid Betancourt, c'est un beau cas car elle parle français, elle a un mari diplomate français, un cas merveilleux, tout le monde en parle car c'est une femme qui est francophone sinon tout le monde s'en foutrait d'Ingrid Betancourt, elle a la chance de connaître des diplomates en France. Vu que la politique française n'a pas de réponse face à ces conflits là, il n'y a pas d'accroche pour les médias français pour se reprendre, la diaspora colombienne d'Europe est plutôt efficace, pour demander qu'il y ait des actions concrètes mais personne n'a d'idée à part prendre des mesures de rétorsion économique dont on sait qu'elles n'ont plus d'efficacité car nous sommes dans un marché d'une telle globalité, que ça ne marche plus. Tout ça renvoie au fait que ça fait longtemps que l'on a plus d'idées politiquement, cela fait longtemps que l'on ne sait plus sur quel mécanisme jouer pour redéfinir un droit des peuples et une responsabilité internationale face à ce droit des peuples. La France n'a pas été si nulle que cela face à la Tchétchénie au début du conflit mais cela ne

sert à rien, les politiques et la société qui portent ces politiques manquent totalement d'imagination pour renouveler des instruments, je ne dirais pas d'ingérence, pas à la manière américaine, pas comme des états qui ont des droits sur d'autres mais comme nous humanitaire redéfinir une société multiple, responsable d'autres sociétés qui sont en mauvaise situation aujourd'hui, cela renvoie au fait qu'en vérité, on ne sait pas quoi faire.

**Benoît Miribel** : Je vais rester à un niveau technique. Quand on a décidé d'aller en Birmanie, vous savez ce que c'est la Birmanie ? C'étaient de longs débats, on y est allé en 1994, comment fait-on tomber des murs avec des dictatures on peut rester devant avec des banderoles mais l'expérience nous montre que c'est aussi en entrant dedans, en travaillant dedans, on est dans l'état du Rakhine. Quelle est la marge de manœuvre que peut-on tolérer, c'est du travail de fourmis, parce que, on emploie des personnels birmans comme on fait dans d'autres pays, aujourd'hui quand on parle des expatriés d'ACF, ce n'est pas que des gens du nord, comme à MDM et beaucoup d'ONG, un haïtien peut être au Soudan un soudanais peut être en Tchétchénie ou à Moscou, tout ça se brasse et c'est ce qui fait aussi avancer les choses. Je veux encore une fois faire un plaidoyer pour le travail de fourmis que l'on fait sur le terrain, à côté de population, même si effectivement dans les grands ensembles et je sais ce que fait le gouvernement birman on soutient Aung San Suu Kyi mais on ne peut pas témoigner officiellement de tout ce qu'on fait là-bas donc on a des accords avec des ONG qui travaillent sur les droits de l'homme qui ne sont pas sur le terrain, la plupart sont en Angleterre, Amnesty, la Fédération Internationale des droits de l'homme, elles alimentent par rapport à des informations que l'on donne, c'est aussi un chaînage si on est d'accord sur des valeurs qui permettent de faire avancer les choses qu'on pourrait très bien ne pas faire avancer.

Merci à tous, merci à tous les participants et aux organisateurs et bonne soirée.